

# Manuel de Bonnes Pratiques

Bonnes pratiques et leçons tirées de trois projets d'éducation dans le contexte humanitaire instable du Nord et du Sud Kivu (RDC)



(Centre de Rattrapage Scolaire Mwangaza, Sud Kivu)



Octobre 2010

## Table des matières

Introduction.....	4
1. Equipes Mobiles (EM).....	7
Leçons apprises .....	8
2. Cours de Rattrapage Scolaire (CRS).....	15
Leçons apprises .....	16
3. Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) .....	20
Leçons apprises .....	21
Leçons apprises et bonnes pratiques .....	24
Conclusion .....	30
ANNEXE I – Réponses au questionnaire .....	31
ANNEXE II – Tableau récapitulatif .....	48

## Acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
AVSI	<i>Associazione Volontari per il Servizio Internazionale</i>
BVES	Bureau pour le volontariat au service de l'enfance et de la santé
CELPA	Communautés des églises libres de Pentecôte en Afrique
CEPAC	Ecoles conventionnées protestantes
COPA	Comité de parents
CRS	Cours de Rattrapage Scolaire
EM	Equipes Mobiles
EP	Ecole primaire
EPSP	Enseignement, primaire, secondaire et professionnel
GC	Gestion d'une classe
INEE	<i>Inter-Agency Network for Education in Emergencies</i>
MIDIMA	Missionnaires du Divin Maître
MSA	<i>Multi-Sectoral Assessment</i>
NRC	<i>Norwegian Refugee Council</i>
PNEP	Programme National de l'Enseignement Primaire
RDC	République Démocratique du Congo
RRMP	Réponse Rapide aux Mouvements de Population
SERNAFOR	Service National de Formation
TENAFEP	Test National de Fin d'Etudes Primaires

*Toute personne a droit à l'éducation scolaire. Il y est pourvu par l'enseignement national.*

*L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics.*

*(Journal Officiel – Constitution de la République Démocratique du Congo, Article 43)*

*L'Enseignement National a pour finalité la formation harmonieuse de l'homme congolais, citoyen responsable, utile à lui-même et à la société, capable de promouvoir le développement du pays et la culture nationale. (Loi Cadre no. 86-005 du 22/09/1986 de l'Enseignement National)*

## **Introduction**

Ce manuel n'est pas une évaluation du programme d'éducation en situations d'urgence ou des réalisations des partenaires mais plutôt une compilation des bonnes et moins bonnes leçons et pratiques tirées de trois projets appuyés par l'UNICEF au Nord et au Sud Kivu depuis octobre 2007. Cette distinction a été clarifiée avec tous les interlocuteurs pour éviter de mettre la pression sur les acteurs et les parties prenantes et risquer de se retrouver avec seulement les bons résultats en omettant les défis, les problèmes rencontrés ou encore les échecs éventuels qui, eux aussi, sont porteurs de leçons.

Les trois projets analysés ici sont :

- 1) Les Equipes Mobiles (EM)
- 2) Les Cours de Rattrapage Scolaire (CRS)
- 3) Le volet éducation de la Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP)

## **Méthodologie**

Les informations compilées ici ont été collectées en utilisant trois outils complémentaires :

1. Entretiens avec les personnels éducatifs et administratifs, membres des communautés de 17 écoles primaires (sur 345 soutenues par les 3 projets) et 14 centres de rattrapage scolaire (sur 146 soutenus lors de la dernière phase du projet) - directeur, enseignants/éducateurs, élèves/apprenants, membres des comités de parents (COPA), inspecteurs - dans les territoires de Ruthuru, Masisi au Nord Kivu et Walungu, Bunyakiri et Uvira au Sud Kivu ;
2. Tableau récapitulatif des projets EM et RRMP, de leurs phases successives et de l'évolution de l'intervention ;
3. Questionnaire d'identification des composantes techniques, normes minimales *INEE*<sup>1</sup> et thèmes transversaux pour décrire le type d'intervention et mesurer la qualité de celle-ci.<sup>2</sup>

## **Contexte**

*«La guerre semble terminée mais nous restons dans l'urgence qui, elle, n'a jamais cessé»*

M. Muyeye Wa-Bawdjaka, Directeur, E.P. Kiwanja

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) a connu une succession d'événements socio-politico-sécuritaires déstabilisants qui a eu comme conséquence le déplacement massif de populations, particulièrement dans les provinces du Nord et Sud Kivu. Beaucoup ont été déplacés 2 ou 3 fois, parfois même plus depuis 1993 ; les dix-sept années qui ont suivi peuvent être décrites comme celles de la fuite perpétuelle.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> *Inter-agency Network for Education in Emergencies (INEE)*

<sup>2</sup> Plusieurs organisations partenaires ont déclaré que le questionnaire les a aidés à identifier les forces et faiblesses de leur projet passé ou en cours.

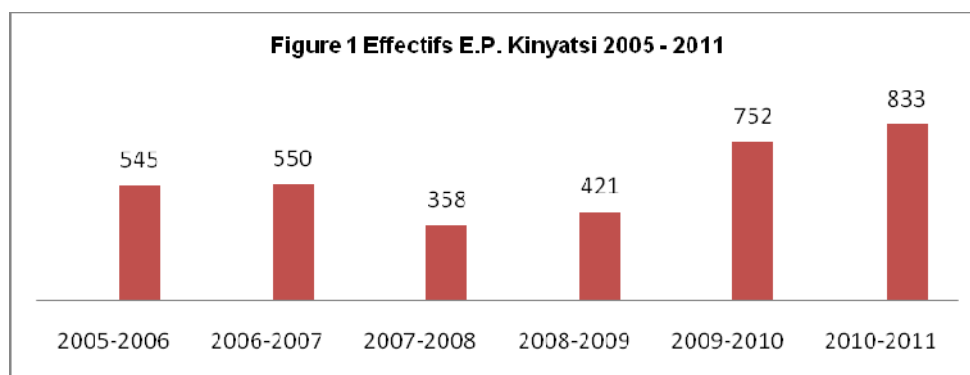
<sup>3</sup> *Always on the run: The Vicious Cycle of Displacement in Eastern Congo*, Human Rights Watch, Sept. 2010

### Mouvements de population au Nord et au Sud Kivu de juin à août 2010

Province	Juin 2010		Juillet 2010		Août 2010	
	Déplacés	Retournés	Déplacés	Retournés	Déplacés	Retournés
<b>Nord Kivu</b>	819.263	846.709	874.765	681.396	894.129	579.032
<b>Sud Kivu</b>	618.504	231.389	626.089	216.859	648.340	178.209
<b>Total</b>	1.437.767	1.078.098	1.500.854	898.255	1.542.469	757.241

(Source : OCHA)

Les écoles qui fonctionnaient péniblement avec peu de moyens avant les crises successives ont subi une nouvelle déstabilisation. A une crise de développement est venue s'ajouter une crise humanitaire dont on ne voit pas la fin.<sup>4</sup> La fuite des populations, l'occupation des locaux scolaires par les populations déplacées ou par les forces armées dans les zones de combat, la destruction de ceux-ci ou de leur équipement, l'afflux massif d'élèves dans les écoles autour des camps de déplacés et dans les écoles des communautés hôtes ou enfin le retour des élèves déplacés, ont forcé les directeurs d'écoles et leurs enseignants à toujours devoir s'adapter à un contexte scolaire mouvant. L'évolution de l'effectif dans l'E.P. Kinyatsi (Sous-division Masisi, Nord Kivu) de 2005 à 2011, qui a connu la guerre en 2007-2008, montre bien cette tendance :



L'augmentation des effectifs à partir de 2009 est due à l'effet combiné des retours, des espoirs qu'ont fait naître la gratuité<sup>5</sup> et des efforts du projet pour amener ou ramener à l'école les enfants non-scolarisés.

Les écoles de l'Est du Congo travaillent dans des conditions difficiles :

- Dans le monde rural jusqu'à 60% des enseignants ne sont pas mécanisés (travaillent mais ne reçoivent pas de salaire de l'Etat)<sup>6</sup>.
- Les enseignants mécanisés ne sont eux pas payés régulièrement.
- Les enseignants mécanisés ne gagnent pas assez et les parents sont obligés de suppléer une prime de motivation (supplément au salaire).

<sup>4</sup> Dans sa stratégie, l'EPSP parle « des retards de développement du système ». *Stratégie de développement de l'enseignement, primaire, secondaire et professionnel (2010/11 – 2015/16)*, EPSP, Mars 2010, p. 53

<sup>5</sup> Arrêté No MINEPSP/CABMIN/008/2010 : *Par gratuité, il faut entendre la prise en charge par l'Etat de tous les frais scolaires directs. Il s'agit des frais suivants : le minerval, l'assurance scolaire, les frais des imprimés, les frais administratifs (ou de fonctionnement), les frais de promotion scolaire et les frais d'interventions ponctuelles.* La gratuité est rendue effective en 2 phases : elle concerne les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années depuis la rentrée scolaire 2010-11 et visera les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années en 2011-12.

<sup>6</sup> Source : constat de NRC et AVSI dans leurs écoles cibles

- Beaucoup de parents ne sont pas en mesure de payer la prime des enseignants (mécanisés et non-mécanisés) et les frais indirects (uniformes etc.) qui, plus que le minerval et les autres frais visés par la gratuité, constituent le véritable obstacle à la scolarité.
- Un tiers des enseignants du primaire ne sont pas qualifiés<sup>7</sup>.
- La qualité de la formation dispensée dans les *humanités pédagogiques*, source principale d'enseignants, est faible et la formation continue quasi inexistante.
- Les conditions de travail rendent les enseignants démotivés et démoralisés.
- Les enseignants ne sont pas formés aux méthodes innovantes et participatives d'apprentissage.
- Les écoles ont été détruites ou manquent d'infrastructures (locaux et mobilier) pour accueillir les élèves, particulièrement depuis l'annonce de la gratuité qui a attiré de nombreux nouveaux élèves, cela dans une région du monde où il pleut dix mois par an<sup>8</sup>.
- Certains territoires manquent tout simplement d'écoles.
- Les manuels scolaires, le matériel scolaire et didactique ont été pillés ou sont en quantité insuffisante.
- Le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) et son inspection, tant au niveau national que provincial, manque de moyens logistiques pour visiter les écoles ; il en va de même pour le Ministère des Affaires Sociales concernant les centres de rattrapage scolaire.
- Les directeurs d'école, particulièrement en zone rurale, ne reçoivent pas les directives du Ministère.
- Les directeurs n'ont pas les qualifications administratives mais aussi financières pour gérer une école, ce qui se reflète entre autres dans la non-transparence des comptes.



(E.P. Kiluku, Nord Kivu)

Sans doute la conséquence la plus grave de ce constat est le fait qu'un nombre important (jusqu'à 50%)<sup>9</sup> des enfants restent exclus du système scolaire ou sont obligés de laisser tomber leurs études en cours d'année faute de moyens. Ces enfants frustrés, vulnérables, souvent oisifs et errants constituent une proie facile et manipulable pour les groupes armés. Au lieu d'être les agents du renouveau et du développement du pays, ils sont bien malgré eux les acteurs de sa perte.

Les écoles situées à proximité des axes principaux ou dans les centres urbains ne sont pas représentatives de la grande majorité des écoles et ce pour deux raisons : 1) ces écoles sont par

<sup>7</sup> *Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (2010/11 – 2015/16)*, EPSP, Mars 2010, p. 28

<sup>8</sup> Seulement 35 % des écoles primaires sont bâties en dur dans tout le pays (*Annuaire Statistique 2008-2009*).

<sup>9</sup> Les résultats préliminaires du MICS 2010 montrent que 75% des enfants d'âge scolaire primaire sur l'ensemble du territoire de la RDC fréquentent l'école primaire. Les statistiques pour le Nord et le Sud Kivu ne sont pas encore disponibles mais les acteurs de terrain s'accordent pour dire qu'approximativement la moitié des enfants en âge d'école primaire n'y vont pas ou ne parviennent pas y rester faute de moyens.

définition plus facilement et moins dangereusement atteignables ; 2) les écoles éloignées des sentiers battus sont moins ou pas soutenues, ont souvent été détruites ou endommagées par le conflit, et enfin leurs enseignants les délaissent souvent au profit d'emplois plus rémunérateurs en ville, ce qui souligne le besoin urgent de revalorisation de la profession.

Les ONG partenaires travaillent dans des conditions très difficiles et dangereuses : pour atteindre les écoles éloignées les plus démunies et vulnérables, le personnel des organisations partenaires court de sérieux risques et fait preuve de grande persévérance pour briser les obstacles logistiques dans un pays où les routes sont rares et souvent en mauvais état, particulièrement durant la saison des pluies (dix mois par an).

## **Partenaires**

Les partenaires de l'UNICEF qui ont mis en place les trois projets sont des ONG nationales et internationales :

- 1) Les Equipes Mobiles (AVSI et Alpha-Ujuvi au Nord Kivu)
- 2) Les Cours de Rattrapage Scolaire (BVES, CELPA, CEPAC, MIDIMA, War Child Canada au Sud Kivu)
- 3) Le volet éducation de la Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) (NRC au Nord Kivu et AVSI au Sud Kivu)

Les partenaires locaux ont une certaine expérience pratique de l'éducation dans les situations difficiles mais seul BVES fait explicitement référence aux normes INEE dans ses rapports.

## **Evaluations préliminaires : critères de ciblage et seuils d'intervention**

Les écoles bénéficiaires des projets ont été identifiées sur recommandation des évaluations multi-secteurs (*Multi-Sectoral Assessment ou MSA*) du RRMP ou du Programme Elargi d'Assistance aux Retournés (PEAR). Sur base du MSA les organisations partenaires font leur propre analyse de la situation et opèrent la sélection des écoles cibles. Au cours du temps les critères sont passés d'une analyse des effectifs scolarisés (>20% d'élèves déplacés scolarisés) à l'évaluation du nombre d'enfants déscolarisés (>30% d'enfants déplacés/retournés déscolarisés). Ce nouveau critère prend mieux en compte la vulnérabilité et l'exclusion.

### **1. Equipes Mobiles (EM)**

Le projet Equipes Mobiles au Nord Kivu, financé successivement par le Japon, l'Italie, CIDA et les Pays-Bas, est mis en place par une ONG internationale (AVSI) dont la dernière phase de projet se termine fin 2010 et par une ONG locale (Alpha-Ujuvi) dont la deuxième phase de projet s'est terminée en juin 2009. Si l'objectif de renforcement des capacités des acteurs de la communauté scolaire avec comme but ultime l'amélioration de la qualité de l'éducation des enfants dans un contexte de violence et de déplacement de populations est commun aux deux organisations, on peut néanmoins noter les différences d'approche suivantes :

- dans le programme AVSI, ce sont ses formateurs (2 groupes de 2) et une personne responsable du monitoring qui composent les équipes mobiles tandis qu'Alpha-Ujuvi met en place 2 types d'équipes mobiles : des équipes mobiles restreintes composées de 6 inspecteurs de l'EPSP et de 3 agents de terrain d'Alpha-Ujuvi et des équipes mobiles élargies constituées d'un inspecteur de l'EPSP, d'un directeur d'école, de 2 agents sociaux et de leur superviseur et enfin de 3 *leaders* locaux ;
- Pour l'important volet psychologique, AVSI a formé les enseignants et les inspecteurs, tandis qu'Alpha-Ujuvi a formé des agents sociaux qui avaient comme responsabilité d'aider les



enseignants en accompagnant les élèves que les années de guerre et de violences ont rendus difficiles ou tout simplement vulnérables.<sup>10</sup>

Le cours de récupération<sup>11</sup> mis en place par AVSI visait tant les élèves déplacés qui avaient perdu quelques mois de scolarité que les autochtones qui n'avaient pas totalisé plus de 55% aux examens du premier trimestre pour, comme le rapport final d'AVSI phase I l'écrit, « *éviter l'animosité des autochtones et pour donner les mêmes chances à tout le monde* ». Les cours étaient donnés dans l'après-midi après un repas des cantines du Programme Alimentaire Mondial, de 13 à 16 heures, 5 jours par semaine pendant 3 mois. Des salles d'urgence ont dû être construites dans les écoles, pour les écoles déplacées, là où la double vacation n'était pas possible c'est-à-dire dans les écoles qui hébergent le primaire le matin et le secondaire l'après-midi. De l'équipement a également été fourni pour organiser les cantines et des kits de fournitures scolaires ont été distribués pour permettre l'organisation de ces cours.

## Leçons apprises<sup>12</sup>

### Points forts du projet

#### Participation, ressources communautaires, coordination et accès

- Etant donné le contexte dans lequel les écoles opèrent, particulièrement dans les zones reculées, il est vraisemblable que l'un des premiers bénéfices des équipes mobiles est leur effet de désenclavement au travers de la motivation que procure une assistance venue de l'extérieur. C'est tout l'objet de la mobilité des équipes. La réflexion de la Directrice Adjointe de l'E.P. Kiusha, Mme. Irene Kisimba N'Kebe « *Vous vous êtes souvenus de nous* » est symptomatique du sentiment d'abandon dont beaucoup d'écoles souffrent.
- Les équipes mobiles se veulent un outil de réponse souple et rapide : la proposition d'AVSI phase IV mentionne ainsi « *la mobilité des équipes de formateurs et des inspecteurs de l'EPSP pendant les moments et dans les milieux difficiles pour donner une réponse rapide dans les périodes de crise* ».
- Par son ancrage local, Alpha-Ujuvi travaille en étroite collaboration avec la population : son projet a été élaboré, mis en place, suivi et évalué en étroite collaboration avec la communauté scolaire ; le projet implique les autorités locales au travers des *leaders* locaux dont le rôle très mobile est la sensibilisation des parents dans leur foyer ; les équipes mobiles élargies sont constituées d'acteurs qui restent en contact avec, et à l'écoute de, la communauté scolaire tout au long du projet ; des réunions mensuelles sont organisées pour permettre aux agents sociaux, aux *leaders* locaux, aux enseignants et au directeur d'évaluer les progrès.
- Les *leaders* locaux identifient les enfants non-scolarisés dans leur communauté et en informent les agents sociaux lors des réunions mensuelles mentionnées ci-dessus. Par leur connaissance du milieu ils sont en mesure d'atteindre les plus vulnérables.
- Les agents sociaux recrutés par Alpha-Ujuvi (2 agents sociaux et 1 superviseur par école) sont affectés de manière permanente à une école pour effectuer le suivi sur la fréquentation scolaire et s'occuper des visites de sensibilisation des familles à l'importance de l'éducation, cela en coordination avec les *leaders* locaux. En allant chercher ces enfants déscolarisés là où ils sont et en sensibilisant les parents, ils rapprochent l'école des foyers.
- L'action complémentaire de sensibilisation des *leaders* locaux et des agents sociaux a permis d'augmenter les effectifs des écoles ciblées de 47% au total (augmentation de 55% pour les filles) en 2008-2009.

<sup>10</sup> Le terme « traumatisé » est souvent utilisé à tort et à travers. Il est souvent plus correct de parler « d'enfants qui parce qu'ils ont été fortement touchés émotionnellement présentent des troubles de conduite ».

<sup>11</sup> A ne pas confondre avec les cours de rattrapage qui sont un programme non-formel accéléré (6 années scolaires en 3) et qui font l'objet du deuxième projet analysé dans ce document.

<sup>12</sup> Les leçons apprises suivent la classification des normes de l'INEE pour mesurer la qualité des projets.



- Grâce au soutien des agents sociaux, 81% des élèves soutenus par le projet d'Alpha-Ujuvi (83% de filles et 79% pour les garçons) ont réussi et sont passés dans l'année supérieure.
- L'organisation de cours de récupération a permis à 20.055 enfants de rattraper leur retard (voir taux de réussite ci-dessous).

#### Protection et bien-être

- Dans la quatrième phase de son intervention, AVSI a inclus un projet pilote de comité de protection qui vise à développer les principes d'une école « amie des enfants ». Cette composante du projet est en cours et n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation rigoureuse.

#### Egalité d'accès

- Opérer efficacement dans un contexte mouvant et imprévisible requiert de la flexibilité et de la rapidité. Ceci affecte la planification de l'intervention éducative. L'approche adoptée par AVSI et également par Alpha-Ujuvi, qui consiste à identifier et ajouter des écoles bénéficiaires en cours de projet suivant le ciblage, permet de rendre la réponse aux besoins plus rapide et efficace et de garantir l'accès des plus vulnérables au système dans des zones devenues critiques ou instables (déplacements massifs).
- L'intervention des deux organisations a pris soin d'éviter la discrimination en répondant aux besoins des plus vulnérables sans faire de distinction entre les populations déplacées, retournées et autochtones. Le rapport final du projet Alpha-Ujuvi souligne : *nous avons également pris en compte les enfants autochtones pour éviter la discrimination entre les déplacés et les communautés d'accueil qui entraînerait une jalousie des populations autochtones qui vivent aussi dans des conditions précaires.*

#### Etablissements et services

- Les colonies de vacances mises en place par AVSI pour occuper et protéger les enfants durant les grandes vacances scolaires répondent à un sérieux besoin dans un contexte où les enfants qui vagabondent risquent de se faire recruter par les mouvements armés. Cette composante réussie et prometteuse n'a malheureusement pas pu être reconduite lors de la seconde phase du projet faute de financement mais elle a pu être réintroduite lors de la quatrième phase.

#### Programmes scolaires et formation, développement professionnel et appui

- Les deux organisations partenaires organisent une formation pédagogique des enseignants donnée par les inspecteurs de l'EPSP en 2 modules : Programme National de l'Enseignement Primaire (PNEP) et Gestion d'une Classe (GC):
  - ❖ La formation du module PNEP (6 jours) réalisée par les inspecteurs de l'EPSP a permis de présenter la nature des branches et sous-branches mais gagnerait à être accompagnée d'une formation spécifique sur les 15 branches retenues par le nouveau programme national de l'enseignement primaire (du type formation sur la nouvelle méthodologie d'enseignement du français, des mathématiques, etc.).
  - ❖ Le module GC (6 jours) enseigné également par les inspecteurs prône l'approche participative qui fait de l'enseignant un facilitateur, implique les élèves dans leur éducation et bannit les punitions corporelles.
  - ❖ En plus de ces deux formations AVSI propose une formation psychosociale (6 jours).
- Fort de son expérience acquise en Ouganda et au Rwanda, AVSI a pu organiser une solide formation psychosociale des enseignants et des inspecteurs. Cette formation rigoureuse est venue au bon moment. Elle a permis de rapprocher l'enseignant de ses élèves et de le mettre

à l'écoute de ceux-ci en développant ses capacités pédagogiques. Jamais les enseignants ne s'étaient mis à l'écoute des enfants : une absence était suivie d'une punition corporelle sans écouter ou comprendre l'enfant, peu importe ce que cet enfant avait vécu dans les heures ou les jours qui précédaient.<sup>13</sup> Elle a permis d'améliorer la méthode d'encadrement. En sensibilisant les enseignants à la fragilité<sup>14</sup> des enfants affectés par les conflits armés, elle les aide à accompagner les élèves en difficulté, à comprendre les comportements difficiles.

- AVSI note l'importance de donner une attention accrue, lors de la formation des enseignants, aux activités expressives qui permettent aux enfants d'extérioriser leurs sentiments. Ces activités contribuent en outre à la pérennisation des acquis de la formation psychosociale.
- La formation psychosociale organisée par AVSI ainsi que celle donnée par les inspecteurs (PNEP et GC) dans les différentes phases de l'intervention a fait l'objet d'une évaluation rigoureuse réalisée en coordination avec les inspecteurs de l'EPSP ; elle a permis de mettre en lumière son succès et ses limites au travers de trois questionnaires destinés respectivement aux élèves de 5<sup>ème</sup> et de 6<sup>ème</sup>, aux enseignants et aux directeurs. Cette évaluation montre majoritairement la satisfaction des bénéficiaires et le constat par le directeur et les élèves du changement de comportement remarqué chez les enseignants. Pour pouvoir comparer et montrer l'impact de la formation, il aurait été nécessaire de conduire des évaluations similaires dans des écoles qui n'avaient pas bénéficié de l'intervention. D'autre part, AVSI reconnaît que, vu les contraintes méthodologiques de l'approche basée sur les questionnaires, des interviews avec les directeurs et les membres de COPA auraient permis de mieux comprendre et mesurer l'impact de la formation sur les comportements et attitudes des enseignants envers leurs élèves. Ceci n'a pas été possible faute de temps et étant donné que AVSI disposait d'une seule équipe mobile de suivi.
- Toutes les personnes rencontrées, y compris les élèves, soulignaient l'impact très important que la triple formation a eu sur les méthodes d'enseignement des enseignants.
- La formation de 901 membres des COPA a permis à ceux-ci de comprendre leur rôle et leurs responsabilités (4 jours). Les thèmes abordés comprenaient l'importance de l'éducation pour les enfants et la communauté, les devoirs des parents dans le suivi scolaire de leurs enfants, les droits de l'enfant et la participation dans la gestion financière de l'école. Ces formations ont été le plus souvent suivies de séances de restitution à tous les parents lors des assemblées générales.

#### Evaluation des résultats de l'apprentissage

- Le paiement des frais de TENAFEP<sup>15</sup> aux enfants déplacés ou retournés a permis à 2.552 enfants (1.073 filles et 1.479 garçons) de passer l'examen final du primaire (taux de réussite malheureusement pas disponible).
- Grâce au cours de récupération le taux de réussite des élèves autochtones a augmenté de 53,8% au 2<sup>ème</sup> trimestre à 69,1% au 3<sup>ème</sup> pour les garçons et de 51,9 à 65% pour les filles tandis que pour les déplacés, les pourcentages passaient de 77,3 à 82,4 pour les garçons et de 71,2 à 79 pour les filles. Parce que cette composante du projet payait les enseignants (prime de motivation de 30 USD par mois), elle a aussi permis d'éviter le renvoi des enfants vulnérables. Lors de la deuxième phase de l'intervention d'AVSI, l'EPSP a fait passer un pré-test et un post-test qui a permis de mesurer l'impact des cours. Ces tests montrent une augmentation de près de 30% du taux de réussite. La comparaison des résultats aux examens officiels des écoles entre le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trimestre indique une augmentation de près de 5%, en moyenne de 75 à 80% (un pourcentage comparable chez les élèves autochtones et les élèves déplacés, filles et garçons confondus).

---

<sup>13</sup> Réflexions d'enseignants : « *Avant je me moquais quand un enfant pleurait en classe ; je ne savais pas comment gérer les enfants difficiles ; je ne connaissais pas leurs besoins.* »

<sup>14</sup> D'après les personnes rencontrées, cette fragilité, et dans certains cas ce traumatisme, se reflète dans les comportements suivant : mutisme, refus de répondre, timidité, pleurs, isolement, absence.

<sup>15</sup> Test National de Fin d'Etudes Primaires

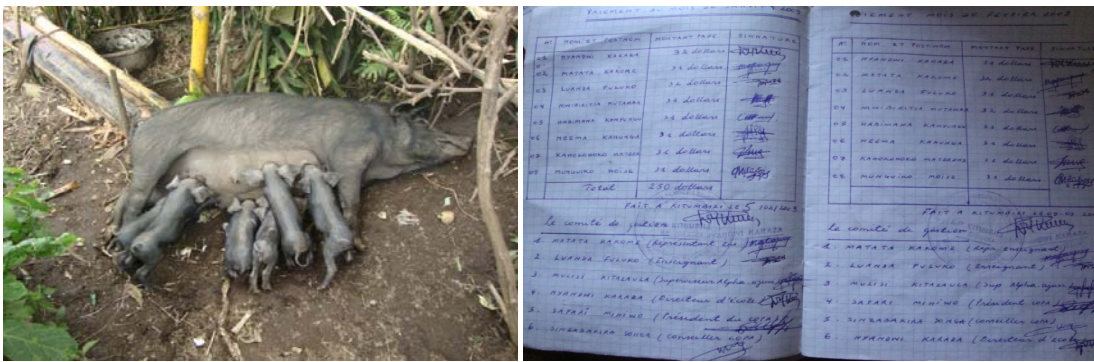
## Conditions de travail

- Malgré l'annonce de la gratuité, les frais de l'éducation continuent à être pris en charge par les parents, particulièrement les primes des enseignants. Si cette prise en charge avait déjà montré ses limites en situation régulière, elle devient totalement impossible en temps de crise : les enfants des parents qui ne peuvent pas payer la prime sont chassés de l'école et viennent grossir le nombre des enfants exclus du système. L'appui temporaire de 3 mois en éducation d'urgence ou le paiement des frais d'urgence<sup>16</sup> a permis à 78.428 enfants de rester à l'école et de suivre les cours tout au long de l'année scolaire. Les frais d'urgence distribués aux écoles durant le troisième trimestre, durant lequel les renvois d'élèves sont les plus fréquents, a permis de réduire significativement les abandons qui sont dus principalement au renvoi pour non-paiement (diminution de 13.8% en 2007/2008 à 2.1% en 2008/2009 combiné à une reprise scolaire de 9%)<sup>17</sup> ;
- L'appui structurel dont toute l'école bénéficie (rénovation, construction ou fourniture de matériaux) plutôt que le paiement des frais d'urgence (frais scolaires) évite de stigmatiser un groupe particulier de bénéficiaires mais il ne résout pas la question des primes aux enseignants.

«Nous avons une vision d'avenir avec ces chèvres»

(M. Jean Matata Kakome, Représentant des enseignants, E.P. Kitumbili)

- Au travers des activités génératrices de revenus (AGR), Alpha-Ujuvi a voulu pérenniser le soutien aux parents vulnérables qui ne peuvent pas payer la scolarité de leurs enfants plutôt que de seulement payer les frais d'urgence. Une partie (entre 50 et 80 USD) des 300 USD donnés mensuellement aux écoles ciblées a été utilisée pour lancer des AGR (élevage de chèvres, de porcs, plantation de petits pois ou pommes de terre, achat et location d'une scie, microcrédit, etc.) tandis que l'autre partie servait directement à payer les primes.
- Bien qu'il soit encore un peu tôt pour juger de l'impact de toutes les AGR, cette composante du projet paraît très encourageante et a permis d'éviter les grèves rencontrées dans d'autres écoles.<sup>18</sup> A titre d'exemple, l'E.P. Kirotsha a acheté une scie qu'elle loue 12.5 USD par mois (paiement de la location en nature : 5 planches à 2.5 USD). Ceci a permis de générer jusqu'ici un total de 120 USD qui a été distribué aux 9 enseignants non-mécanisés alors que dans d'autres écoles les grèves sévissaient.



(Elevage de porcs de l'E.P. Kiluku, Nord Kivu et tableau de gestion de l'AGR de l'E.P. Kitumbili, Nord Kivu)

<sup>16</sup> 3,3 USD/élève (AVSI) ou 300 USD/école (Alpha-Ujuvi)

<sup>17</sup> Rapport final AVSI phase II

<sup>18</sup> Le rapport d'Alpha-Ujuvi indique que les AGR ont permis de réduire les frais scolaires des familles autochtones de 50% et ceux des familles déplacées de 90% mais ces résultats sont sans doute un peu prématurés étant donné le fait que les AGR n'ont pas encore véritablement montré tous leurs effets.

## Formulation des politiques et des lois

- Les deux organisations ont impliqué les inspecteurs de l'EPSP<sup>19</sup> dans leur intervention pour principalement prendre en charge la partie pédagogique de la formation (CG et PNEP). Alpha-Ujuvi a impliqué les inspecteurs tout au long de son programme, dès l'évaluation préliminaire des besoins (formation des enseignants et capacités d'accueil des écoles) tandis que toutes les visites sur le terrain de l'équipe AVSI étaient accompagnées par les inspecteurs.
- Le projet de formation des enseignants s'inscrit clairement dans la stratégie de mise en place d'une formation continue efficace de l'EPSP.<sup>20</sup>

### **Points faibles du projet**

#### Participation, ressources communautaires et analyse

- Le rapport final d'AVSI II identifie le point faible de la mobilité de ses deux équipes de formateurs et de son unique équipe de monitoring : cette mobilité réduit la capacité d'assurer un suivi sérieux dans les écoles formées surtout pour ce qui concerne la maîtrise effective des acquis et l'impact durable de la formation sur l'enseignement et l'apprentissage. Se pose donc la question de l'après formation. D'autre part la mobilité et donc la rapidité de l'intervention ne permettent pas la participation communautaire effective ni dans l'évaluation préliminaire ni dans la stratégie d'intervention ni dans le suivi ni enfin dans l'évaluation. Il faut trouver le bon équilibre entre le suivi des et le soutien aux formations déjà organisées et l'excès inverse qui amènerait à la dépendance envers les acteurs humanitaires (attentisme).

#### Programmes scolaires et formation, développement professionnel et appui

- Evaluer l'impact de la formation n'est pas aisé. Certes le soutien structurel ou la construction d'espaces temporaires d'apprentissage peuvent rapidement être évalués mais il n'en va pas de même pour la formation, particulièrement la formation psychosociale, dont les effets sont plus difficiles à mesurer. La tendance des personnes interrogées est de présenter la formation comme très utile sans pouvoir vraiment analyser les raisons et l'impact concrète. A plusieurs reprises les interlocuteurs identifiaient la disposition des bancs en U comme étant une démonstration de l'application de la méthode participative mais une rapide visite montrait que rien n'avait changé dans les classes. L'arrêt des punitions corporelles est également vu comme une avancée notoire, concrète et visible du projet mais certains enseignants observés continuent à organiser les rangs dans la cour de récréation avec un bâton ou petit fouet à la main.
- Beaucoup des personnes rencontrées, particulièrement les directeurs d'école, avaient du mal à se souvenir du contenu des formations particulièrement dans les zones où l'intervention a eu lieu plusieurs mois ou années auparavant. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fait individuellement ou conjointement : les interlocuteurs ont subi un choc ou un traumatisme responsable d'une certaine amnésie ; les interlocuteurs n'ont pas assimilé le contenu de la formation ; la communauté scolaire a reçu plusieurs formations différentes mises en place par différents acteurs humanitaires et les personnes rencontrées ne se souviennent pas des contenus spécifiques ; les bénéficiaires de la formation ont été mutés, sont partis pour rejoindre une école mécanisée, etc. ; les manuels de référence des modules reçus lors de la formation ont été égarés à cause du conflit ou de l'insécurité, ce qui n'a pas permis de rafraîchir les connaissances ; les membres de la COPA ont un mandat d'un an et la plupart des membres formés ne sont plus en place. Ce constat souligne l'importance de répéter les

<sup>19</sup> L'inspection de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, service spécialisé du Ministère de l'EPSP, est chargé du contrôle de la qualité de l'enseignement, de la formation continue des enseignants et de l'évaluation pédagogique.

<sup>20</sup> Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (2010/11 – 2015/16), EPSP, Mars 2010, p. 41

formations dans le temps en évitant de concentrer trop d'enseignements sur un temps trop court afin de mieux prendre en compte le contexte et les conditions psychologiques des bénéficiaires. Il est important à ce sujet de se souvenir que les enseignants et les autres personnels de l'éducation eux aussi peuvent être dans un état émotionnel peu propice à l'apprentissage.

- L'organisation d'un repas lors de la formation améliore les conditions d'apprentissage tout en motivant les participants.
- Les restitutions et la démultiplication de la formation qui ont eu lieu dans le cadre des réunions hebdomadaires du SERNAFOR (Service National de Formation) ou des journées pédagogiques offrent un moyen de pérennisation des bénéfices de la formation mais ne remplacent pas l'intervention d'un acteur externe dont les effets bénéfiques et motivants ne doivent pas être sous-estimés (paiement des frais de transport lors de la formation, organisation d'un repas mais également motivation générée simplement par l'intervention<sup>21</sup>). Une absence de motivation similaire semble empêcher les enseignants formés des écoles ciblées de se rendre dans les écoles qui n'ont pas bénéficié de la formation.<sup>22</sup>
- Les directeurs devraient recevoir une formation de gestion administrative et financière transparente d'une école pour développer leur capacité à répondre à l'obligation redditionnelle prévue par la stratégie de l'EPSP.<sup>23</sup> Les directeurs devraient également recevoir les outils nécessaires à la bonne gestion (budget, manuel de procédure, etc.).
- Etant donné le contexte de vulnérabilité et de violence, les membres des COPA gagneraient à être formés au psychosocial. Ceci contribuerait à renforcer leurs capacités et à mieux assurer l'accompagnement psychosocial des enfants.

#### Evaluation des résultats de l'apprentissage

- Le projet aurait gagné à évaluer les enfants déplacés qui n'ont plus leur bulletin dès leur arrivée dans les écoles pour mieux les orienter et éviter le gaspillage de temps et de moyens.
- Trois mois de cours de récupération se sont avérés insuffisants pour certains enfants qui accusent un grand retard ou qui sont émotionnellement perturbés.

#### Conditions de travail

- Le projet pilote d'activités génératrices de revenus mis en place par Alpha-Ujuvi qui visait à payer la prime des enseignants aurait gagné à être mieux suivi et les responsables auraient profité de conseils de gestion. Il devra également être évalué dans le détail et dans le temps pour en mesurer l'impact. Ce suivi et cette évaluation auraient été plus faciles si les activités avaient été lancées plus tôt. Ceci montre que les activités innovatrices gagnent à être lancées au plus tôt dans le cycle du projet afin d'assurer un suivi et une évaluation rigoureuse dans le temps imparti.

#### Formulation des politiques et des lois

- Le projet AVSI avait d'abord, dans un premier temps, engagé les inspecteurs provinciaux venant de Goma avant de recruter les inspecteurs de la Sous-division qui, étant locaux, ont une meilleure connaissance des besoins. Ceci a nui au bon suivi mais a été corrigé par la suite.

---

<sup>21</sup> Voir l'effet de désenclavement décrit ci-dessus

<sup>22</sup> L'apprentissage entre pairs ou l'auto-apprentissage est pourtant recommandé par *la Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel* (2010/11 – 2015/16), EPSP, Mars 2010, p.41

<sup>23</sup> *Stratégie de développement de l'enseignement, primaire, secondaire et professionnel* (2010/11 – 2015/16), EPSP, Mars 2010, p. 43

- Le projet a fait naître un sentiment d'incompréhension voire de discrimination dans les écoles non ciblées qui comptent pourtant dans leurs rangs beaucoup d'enfants déplacés ou retournés.

## 2. Cours de Rattrapage Scolaire (CRS)



(Centre de Rattrapage Scolaire Chigukiro, Sud Kivu)

«Nous avons créé le centre de rattrapage par amour pour nos enfants»

«Nous voulions que les filles puissent se prendre en charge»

(M. Raymond Maroyi Kasombe, Président du Centre de Rattrapage Scolaire Adilu, Sud Kivu)

*L'enseignement de récupération appelé le Rattrapage scolaire en République Démocratique du Congo est un système de repêchage, c'est-à-dire une récupération socio-éducative des enfants rejetés, marginalisés ou abandonnés et analphabètes dont certains ont trouvé la rue comme leur asile et d'autres voués à des travaux de survie. C'est un enseignement alternatif qui vient résoudre un sérieux problème de cette catégorie d'enfants nécessitant des mesures spéciales de protection (ENMSP). (Guide de l'éducateur pour l'utilisation du programme national de rattrapage scolaire, Mars 2007)*

Si les cours de rattrapage existaient de manière informelle depuis les années 90<sup>24</sup>, c'est en 2000 que le Programme Nationale de Rattrapage Scolaire (PNRS) a été lancé par la Ministre des Affaires Sociales dont le Ministère a l'éducation non-formelle dans ses attributions.<sup>25</sup> Après une phase expérimentale de cinq années, le programme a fait l'objet d'une évaluation suivie d'une révision pour pallier à certaines insuffisances scientifiques et pédagogiques constatées. Un nouveau PNRS qui suit l'approche par compétences, accompagné de trois *Guides de l'Éducateur* (un par niveau) a alors vu le jour.

Le programme vise l'insertion scolaire des enfants qui ont dépassé l'âge de recrutement du primaire formel et la réinsertion scolaire de ceux qui ont prématurément quitté le cycle primaire formel pour des

<sup>24</sup> Le partenaire BVES a initié la création de centres de rattrapage scolaire en 1994.

<sup>25</sup> Aux termes de l'Ordonnance n° 07/018 du 16 mai 2007 fixant les attributions des ministères, l'éducation non-formelle est une matière dont l'organisation incombe au Ministère des Affaires Sociales en collaboration avec l'EPSP et avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU).



raisons diverses : pauvreté, conflit, déplacement de population, vulnérabilités diverses, etc. L'école formelle scolarise les enfants de 6 à 12 ans (15 ans maximum en cas de redoublement) tandis que les bénéficiaires du PNRS sont âgés de 9 à 17 ans. Un enfant de 9 ans est trop âgé pour commencer sa scolarité dans le circuit formel et n'a comme solution que de s'inscrire dans un centre de rattrapage scolaire.

Parce qu'il comprime six années en trois (ou deux années en une par degré élémentaire, moyen et terminal) le PNRS est en fait un programme d'enseignement accéléré.

Le projet de soutien et de création de centres de rattrapage scolaire au Sud Kivu financé par le *Pooled Fund* au travers de l'UNICEF de 2008 à 2010 est né pour répondre au constat auquel les membres du *Cluster* éducation, qui se réunit à Bukavu, était parvenu : grand nombre d'enfants déscolarisés, grand nombre d'abandons en cours d'année et besoin de réinsérer des enfants démobilisés. Le projet rédigé par l'UNICEF a été mis en œuvre par cinq partenaires, quatre ONG locales et une ONG internationale, tous membres du *Cluster*.<sup>26</sup> Ces partenaires ont été sélectionnés sur la base de leur présence géographique et de leur expertise en éducation formelle (CEPAC, CELPA, War Child Canada) et non-formelle (BVES et MIDIMA) en coordination avec les autorités administratives et éducatives et les communautés locales. C'est en accord avec celles-ci qu'il a été décidé de confier l'enseignement aux enseignants des écoles primaires et d'utiliser les locaux de ces écoles pour héberger les centres de rattrapage durant les après-midis étant donné que ces écoles pratiquent le « gong unique », en d'autres termes elles opèrent durant les matinées seulement. Les manuels utilisés par l'enseignant et par les élèves sont ceux du système formel. Les 541 éducateurs en 2008-2009 et 630 en 2009-2010 ont atteint le niveau D6, D4, PP5<sup>27</sup> ou PP4. Réparti sur deux années, le projet a bénéficié à 26.636 enfants (14.188 filles et 12.448 garçons) dans 141 centres durant la première année et à 26.345 enfants (14.578 filles et 11.767 garçons) dans 146 centres durant la seconde année.<sup>28</sup> Pour s'inscrire dans les centres, les candidats doivent prouver leur non-scolarité au cours des deux dernières années. L'EPSP a joué un rôle important pour faire accepter le projet en accompagnant le travail des partenaires au travers de circulaires et autres ordres de mission signés par le Directeur Provincial et adressés aux autorités scolaires et administratives.<sup>29</sup>

## Leçons apprises

### Points forts du projet

#### Participation, ressources communautaires et coordination

- Bonne coordination au sein du *Cluster* et engagement commun de ses membres pour évaluer les besoins, élaborer, planifier, mettre en place un projet similaire dans des territoires différents et enfin évaluer la réponse : l'intervention est réellement un projet du *Cluster*.
- Ancrage communautaire des partenaires sélectionnés
- Engagement et participation des partenaires locaux avant et encore après le projet
- Renforcement des capacités des acteurs locaux dans le contexte de crise chronique afin de pérenniser l'impact
- Utilisation des ressources disponibles : enseignants des écoles primaires formés et recrutés comme éducateurs et hébergement des centres dans les locaux des écoles primaires
- Valorisation des enseignants qui se sentent utiles à la communauté

<sup>26</sup> Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé (BVES), Communautés des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA), Ecoles Conventionnées Protestantes (CEPAC), Missionnaires du Divin Maître (MIDIMA), War Child Canada

<sup>27</sup> 5 années d'études post-primaire mais échec à l'Examen d'Etat

<sup>28</sup> 102 centres (18.659 enfants) bénéficient d'une aide financière et 44 centres (7.686 enfants) reçoivent des kits scolaires en 2009-2010.

<sup>29</sup> L'exemple sans doute le plus frappant des obstacles rencontrés par les centres est la réticence de l'inspection à inscrire au TENAFEP les enfants issus des CRS.

- Sensibilisation des parents à l'importance de l'éducation
- Complémentarité des programmes : symbiose avec le programme PEAR+<sup>30</sup> pour la construction de 34 classes qui seront utilisées comme centres l'après-midi

#### Egalité d'accès

- Plus de 26.000 enfants apprennent à lire et à écrire pendant les deux années du projet (voir statistiques précises dans l'introduction).
- Les bénéficiaires sont majoritairement des filles (53% de filles la première année du projet et 55% la seconde).

#### Protection et bien-être

- Les démobilisés ont trouvé dans le programme une activité épanouissante qui les maintient loin des tentations militaires.<sup>31</sup>
- Le projet donne accès à l'éducation aux enfants qui doivent travailler le matin pour faire vivre leur famille ou pour payer leur scolarité.
- Le projet prend en compte les besoins des adolescents.
- La participation majoritaire des filles démontre l'importance que celles-ci portent à l'éducation pour leur avenir, leur protection et leur bien-être psychosocial.
- Le projet répond à un besoin de protection dans un contexte d'urgence.<sup>32</sup>

#### Etablissements et services

- L'assistance contient un volet *hardware* (construction et réhabilitation des centres durant la première année du projet, fourniture de kits scolaires durant les deux années du projet) combiné à un volet *software* (formation des éducateurs au PNRS en début de projet).

#### Programmes scolaires

- Certains des centres ont été créés pour répondre aux besoins spécifiques des populations qui sont retournées dans le milieu qu'elles avaient dû fuir.
- Le projet offre la possibilité de passerelle vers les écoles primaires formelles pour les enfants âgés de 10 à 12 ans (degré moyen) et les enfants âgés de 13 à 15 ans (degré terminal).
- Etant donné la fragilité et la pauvreté des communautés qui sont le résultat de plusieurs raisons complémentaires - conflit récurrent, insécurité, pillage, rendement agricole médiocre, chômage par manque d'opportunités professionnelles - le projet répond à un profond besoin qui vise les plus démunis, les plus vulnérables dans des zones rurales parfois difficilement accessibles.<sup>33</sup>

#### Evaluation des résultats de l'apprentissage

- 2.592 élèves (1 .322 filles) passent le TENAFEP en 2009-2010 avec un taux de réussite de 53.47%, un taux parfois supérieur à celui des élèves des écoles formelles qui abritent les centres.

#### Conditions de travail

<sup>30</sup> Programme Elargi d'Assistance aux Retournés Plus

<sup>31</sup> *Le recrutement des enfants par les forces et groupes armés a été réduit de 30 enfants par semestre avant le début de l'intervention à 0 enfants enregistrés dans les zones d'intervention (BVES).*

<sup>32</sup> Le Coordinateur des écoles de la CELPA parle « d'écoles d'urgence ».

<sup>33</sup> Les 5 .499 bénéficiaires du projet mis en place par le partenaire BVES montrent bien la diversité des vulnérabilités : 4.140 enfants déscolarisés, 586 enfants déplacés, 223 enfants retournés, 89 enfants sortis des forces et groupe armés, 427 enfants de la rue, 34 enfants rapatriés du Rwanda.

- Les éducateurs reçoivent 30 USD par mois durant les deux années du projet et par conséquent les enfants ne sont pas chassés pour non-paiement de la prime des éducateurs.

#### Formulation des politiques et des lois

- Le Ministère de l'Education (EPSP) est engagé ; il soutient et défend le projet.
- La tutelle du Ministère des Affaires Sociales dans le PNRS ne constitue qu'une preuve, parmi d'autres, des objectifs sociaux de protection et de réinsertion des plus vulnérables de ce programme non-formel.

#### **Points faibles du projet**

##### Coordination

- Le projet n'a pu être financé pour une troisième année consécutive faute de fonds ce qui n'a pas permis d'achever le cycle des trois ans.<sup>34</sup>
- Le projet n'est plus financé malgré sa pertinence et son succès.
- La survie de tous les centres que le projet a pu créer est incertaine et pour certains très précaire.<sup>35</sup>
- Le projet a pris fin de manière abrupte sans que le gouvernement ne soit mis devant ses responsabilités et que de réelles alternatives soient identifiées pour continuer le projet et assurer la participation des enfants vulnérables.
- De nouveaux acteurs soutiennent des centres sans concerter les organisations déjà en place sur les barèmes à utiliser pour le paiement de la prime des éducateurs et compromettent dangereusement la pérennité du système.

##### Egalité d'accès

- Les centres créés et soutenus par le projet n'ont pas pu accueillir tous les enfants déscolarisés faute de place, sans que le nombre de ses enfants laissés-pour-compte ne puisse être déterminé de manière précise.
- Malgré le soutien aux centres existants et la création de centres supplémentaires que le projet a permis, la demande a continué à dépasser l'offre.<sup>36</sup>
- Seul l'avenir dira combien des centres survivront maintenant que le soutien a cessé ; la visite de certains des centres montre que le risque d'exclusion pour non-paiement de la prime des éducateurs (entre 100 et 500 FC<sup>37</sup> mensuels dans les écoles visitées) est réel dans un contexte où beaucoup d'enfants n'ont plus de parents soit parce qu'ils sont morts soit encore parce qu'ils ont quitté le milieu pour trouver du travail ailleurs, particulièrement dans les mines.
- Depuis que les directeurs de centres demandent le paiement de la prime aux éducateurs, les abandons ont déjà augmenté comme l'indiquent les rapports reçus des partenaires.

##### Formation, développement professionnel et appui

- Certains éducateurs qui travaillent dans les centres non soutenus par le projet ne sont pas formés au PNRS.

##### Conditions de travail

<sup>34</sup> En 2010-2011, 56 centres où les communautés sont particulièrement actives et engagées (13.500 dont 6.500 filles) vont recevoir des kits scolaires.

<sup>35</sup> Les organisations partenaires vont réactualiser les chiffres et faire rapport à l'EPSP et à l'UNICEF pour le 31 décembre 2010 (combien de centres toujours opérationnels et effectifs de ceux-ci).

<sup>36</sup> Le rapport narratif de l'activité - Appui à la sensibilisation des autorités scolaires et des communautés en faveur des enfants inscrits dans les centres et encadrement pédagogique du personnel œuvrant dans ces structures au Sud Kivu – indique que plus de la moitié des enfants ne fréquentent pas l'école.

<sup>37</sup> Entre 0.10 et 0.50 USD

- Il n'est pas question de gratuité pour les centres de rattrapage comme il en est pour les écoles formelles. Les primes des éducateurs sont entièrement à la charge des parents. Le projet aurait gagné à être pérennisé au travers d'AGR ; les communautés devraient être encouragées à trouver des solutions collectives à la question récurrente des primes.
- Les éducateurs du sexe féminin (dont le rôle modèle en milieu rural est crucial) ne peuvent pas travailler bénévolement les après-midis alors qu'il faut préparer le repas du soir.

#### Formulation des politiques et des lois

- D'une part, les centres risquent d'être vus comme alternative rapide - 3 ans au lieu de 6 - à l'école formelle et d'attirer des enfants qui auraient dû être scolarisés dans l'enseignement formel.
- D'autres part, les centres risquent d'être perçus comme des écoles pour enfants trop pauvres pour rejoindre le formel. Ce risque devrait être atténué par la gratuité décrétée pour les trois premières années du primaire, qui devrait absorber les apprenants du premier niveau de CRS, pourvu que le défi de la prime des enseignants soit réglé. Etant donné les années de déstabilisation dont l'Est de la RDC a souffert, la question des enfants trop âgés pour rejoindre l'éducation formelle subsistera, du moins en tout cas durant un temps. L'utilité des CRS reste belle et bien d'actualité.

### 3. Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP)

Ce programme d'assistance multisectoriel financé par le Japon est né de la fusion de deux programmes : l'un qui visait les personnes déplacées (*Rapid Response Mechanism* ou *RRM* créé en 2004) et l'autre les personnes retournées (Programme Elargi d'Assistance aux Retournés ou *PEAR* lancé en 2006). Le RRMP vise à :

- 1) Assurer la veille humanitaire et développer une capacité d'évaluation rapide multisectorielle - *non-food items (NFI)*, *WASH*, sécurité alimentaire, éducation et protection - basée sur l'analyse des vulnérabilités et pas sur le statut des populations (déplacés, retournés et familles d'accueil et communautés hôtes) ;
- 2) Apporter une réponse multisectorielle d'urgence rapide aux populations vulnérabilisées par le déplacement, le retour ou l'accueil dans les secteurs des *NFI*, eau, hygiène et assainissement, et éducation ;
- 3) Prendre en compte les principes du « *do no harm* » et du genre dans la planification, la réalisation et l'évaluation des interventions.

Le RRMP intervient dans un cadre précis :

- Populations déplacées/retournées depuis moins de 3 mois ou accessible depuis moins de 3 mois et dont le mouvement est le résultat d'un conflit armé ;
- Populations d'accueil vivant dans les zones affectées par un mouvement de populations déplacées avec pour conséquence l'augmentation de leur degré de vulnérabilité ;
- Populations retournées depuis moins de 12 mois présentant des vulnérabilités aiguës liées aux conditions de leur retour.

Avant de lancer la réponse, les besoins identifiés sont validés par un Comité de pilotage composé des partenaires, des *Clusters leads*, de l'UNICEF et d'OCHA.

Le volet éducation du RRMP vise en priorité l'application de la norme 2 du domaine *Accès et Environnement d'apprentissage* des Normes INEE de l'éducation :

**Protection et bien-être** : *Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.*

Le projet en cours<sup>38</sup> au Nord et au Sud Kivu a comme objectifs :

- La construction ou réhabilitation, et équipement de 222 classes semi-permanentes et permanentes ;
- La promotion de l'accès à l'éducation pour 67.000 enfants (filles et garçons) ;
- Le renforcement des capacités d'enseignement de 1.700 enseignants (femmes et hommes) ;
- Le renforcement des capacités de gestion des écoles au travers de 750 membres de COPA (femmes et hommes) et 50 directeurs ;
- La sensibilisation de 5.200 membres de la communauté scolaire sur l'importance de l'éducation des filles et des garçons, la santé, l'hygiène et le VIH et Sida ;
- Le suivi et l'évaluation réguliers du projet prenant en compte les thèmes transversaux (protection et genre).

Sont compris dans le projet : les formations psychosociales, les cours de récupération, le paiement des frais de TENAFEP sur le modèle décrit dans le projet Equipes Mobiles mais dans une approche plus systématique et holistique ainsi que la distribution de kits scolaires pour 67.000 élèves et pour 1.700 enseignants.

---

<sup>38</sup> Calendrier du projet : 1 février 2010 – 31 janvier 2011

### **School Vouchers ou Voucher éducation**

Le système de « *vouchers éducation* » permet de destiner une partie des *vouchers* que les ménages reçoivent pendant la foire au *NFI*<sup>39</sup> au paiement partiel des frais scolaires des enfants les plus vulnérables. Ces enfants sont identifiés pendant le recensement des ménages à assister pendant la foire et pendant le monitoring du recensement réalisé par les équipes du partenaire en tenant compte de la gratuité promise pour les 3 premières années du cycle primaire. Ces données sont vérifiées à travers un contrôle croisé fait sur la base de listes des élèves déscolarisés et qui ont quitté l'école pendant l'année scolaire. Ces listes sont demandées aux écoles du milieu où le partenaire intervient avec la foire. Sur les 75\$ distribués durant la foire, 15\$ sont destinés à cette activité. Le montant précis est calculé sur la base des coûts moyens de l'éducation primaire au niveau provincial.

Le *voucher* éducation sert exclusivement à couvrir les frais de fonctionnement, les primes des enseignants et les frais de TENAFEP pour une durée maximale de six mois. Pour les autres coûts (uniforme, minerval, assurance et bulletin scolaire) une forte sensibilisation des parents pour leur participation active au soutien financier de l'éducation de leurs enfants est organisée pendant le déroulement de la foire. Dans le cas de foires organisées vers la fin de l'année scolaire, le *voucher* éducation peut être utilisé pour les élèves qui sont à l'école mais qui ne sont pas en mesure de couvrir les coûts du dernier trimestre et aussi pour les élèves qui ont quitté l'école pendant l'année scolaire. Par contre, dans le cas de foires organisées au début de l'année scolaire, le *voucher* éducation permet d'inclure aussi les enfants non scolarisés du milieu.

Au moment de la foire, les ménages qui ont été signalés comme bénéficiaires du *voucher* éducation, reçoivent le *voucher* et le remettent aux directeurs des écoles, présents eux aussi le jour de la foire. Ceux-ci reçoivent le montant correspondant de la part du partenaire. Pour garantir la transparence de ce mécanisme du paiement, le conseil de gestion de l'école (représentants des élèves, COPA et enseignants) est aussi impliqué dans le processus.

(Adapté de la Proposition de projet d'AVSI)

## **Leçons apprises**

### **Points forts du projet**

#### Participation communautaire et analyse

- Le programme indique que les bénéficiaires devront être davantage impliqués dans les différentes phases du programme.

#### Coordination

- Le RRMP s'inscrit dans les objectifs du Plan d'Action Humanitaire (HAP) et s'intègre dans le travail des *Clusters*.
- L'approche est intégrée et fait le lien entre les différentes interventions sectorielles.
- Les partenaires qui ont en charge le *MSA* ne sont pas toujours les mêmes que ceux qui vont exécuter la réponse. NRC et Solidarité se sont partagé les territoires du Nord Kivu. Solidarité a plus d'expertise dans le domaine *WASH* tandis que NRC a plus de compétence dans le domaine de l'éducation. Les deux organisations ont opéré une formation croisée de leur staff pour assurer une plus grande coordination et adéquation de la réponse aux besoins.

#### Analyse

- Le programme repose sur une solide évaluation multisectorielle des besoins et des vulnérabilités : évaluations rapides dans les 24h, *MSA light* dans les zones de déplacement,

<sup>39</sup> Une approche innovatrice qui permet aux bénéficiaires de choisir ce dont ils ont le plus besoin à l'inverse d'une distribution de *non-food items (NFI)* classique.

*MSA* complètes dans les zones de retour durable. L'analyse du seuil d'intervention et la décision du déclenchement ou non d'une intervention RRMP sont un processus dynamique, qui se déroule durant les réunions du Comité RRMP.

- Les bénéficiaires des *vouchers* éducation sont sélectionnés sur base de leur vulnérabilité en matière d'éducation.

#### Accès et environnement d'apprentissage

- L'approche qui combine l'infrastructure (construction, réhabilitation, équipement, etc.) à la formation et à la sensibilisation vise tous les membres de la communauté scolaire et répond aux besoins principaux qui freinent l'accès et nuisent à la qualité de l'enseignement.
- La distribution de *vouchers* éducation qui vise à alléger la charge financière supportée par les parents déplacés organisée conjointement avec les foires *NFI* bénéficie des filtres de vulnérabilité mis en place par celle-ci. Pour garantir la transparence nécessaire elle est mise en place en étroite collaboration avec les COPA.
- Le RRMP se concentre sur les zones caractérisées par la complexité de l'accès (physique, sécuritaire) ou par le manque d'acteurs.

#### Conditions de travail

- Le projet AVSI au Sud Kivu inclut l'enrichissement du Règlement d'Ordre Intérieur dans chaque école après les activités de sensibilisation, par les membres des communautés locales, représentés par leurs COPA respectifs, les enseignants et les directeurs des écoles.

#### **Points faibles du projet**

#### Participation communautaire et analyse

- D'après NRC, si la communauté est impliquée dans le *MSA* elle n'intervient pas dans les décisions qui concernent le type de réponse à apporter malgré le fait qu'elle contribuera à mettre cette réponse en œuvre, particulièrement les constructions ou rénovations de classe.<sup>40</sup> La communauté n'est pas non plus consultée dans le suivi et l'évaluation.
- Les décisions du Comité de pilotage et les responsabilités des partenaires gagneraient à être documentées et les tâches clairement distribuées après chaque réunion afin d'éviter les erreurs d'interprétation.
- NRC fait deux recommandations importantes qui contribueraient à l'efficacité du projet : 1) une fois les besoins validés, la réponse devrait suivre rapidement pourvu que la sécurité le permette ; 2) les organisations locales devraient être impliquées dans les évaluations dans les zones inaccessibles.
- Les besoins identifiés par les *MSA* sont si nombreux qu'ils ne peuvent pas tous être couverts par le RRMP.
- L'expérience des équipes mobiles au Nord Kivu a montré qu'il était difficile de garder le contact avec toutes les écoles et d'assurer un suivi efficace une fois la formation et l'assistance données. Il en va de même pour les constructions comme le note NRC : *La dispersion géographique des sites de construction validée par le comité RRMP ne favorise pas un suivi rapproché des constructions*. L'approche *voucher* éducation demande elle aussi une présence sur le terrain pour assurer le suivi avec les écoles.
- AVSI notait avec regret que les évaluations individuelles faites par les partenaires dans le cadre du RRMP ne sont que rarement partagées avec les autres membres du *Cluster* éducation.
- Il n'existe pas, à ce stade, d'outils et de lignes directrices pour le suivi et l'évaluation.

#### Accès et environnement d'apprentissage

---

<sup>40</sup> NRC estime la contribution de la communauté à 20% et 30% du coût de réalisation par salle de classe.



- En principe, les directeurs devraient réduire les frais de construction dans les écoles qui sont réhabilitées par le RRMP mais ils sont, dans les faits, restés inchangés car les besoins en construction (nombre de salles de classe) sont énormes.<sup>41</sup>
- La déclaration de la gratuité pour les trois premières années du primaire a perturbé la mise en place de l'approche *voucher* éducation dans la mesure où ces *vouchers* devraient théoriquement maintenant ne plus être distribués qu'aux élèves de 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup>. Comme la gratuité ne comprend pas le paiement des primes des enseignants<sup>42</sup>, l'inquiétude quant à l'accès des plus vulnérables à l'école primaire demeure.
- Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact des *vouchers* éducation mais il apparaît que les partenaires ont dû mettre en place une batterie de mesures pour assurer le bon déroulement de la distribution et le suivi après celle-ci. Ceci tend à montrer que l'approche n'est pas simple à mettre en place et à suivre.
- Le *voucher* éducation ne bénéficie pas aux enfants déplacés par crainte de freiner leur retour.
- Les écoles soutenues attirent des candidats des écoles voisines au lieu d'intégrer les enfants déscolarisés. Contrer cet effet pervers de l'assistance n'est pas simple parce que toutes les écoles ne peuvent pas être soutenues et qu'une sélection est nécessaire. Ceci souligne l'importance du ciblage et la nécessité de communiquer les principes et critères qui guident l'intervention.

#### Formulation des politiques et des lois

- Le volet éducation est tirillé entre d'une part le mandat strictement humanitaire du RRMP (rapidité, flexibilité et durée courte de l'intervention) et la politique, les normes et instructions du Ministère de l'Education qu'il impose d'appliquer de Kinshasa à Bunia sans distinction.<sup>43</sup> Ces normes souvent exigeantes visent une situation régulière où les écoles reçoivent le soutien nécessaire de leur Ministère de tutelle. Dans l'état actuel des choses elles ne peuvent pas s'appliquer aux écoles de l'Est du Congo qui opèrent dans un mode urgence pas seulement depuis le conflit récurrent qui déstabilise les provinces mais déjà avant celui-ci. Le secteur de l'éducation à l'Est de la RDC est au mieux dans une phase de relèvement dans les zones stabilisées, mais il revient de loin après des années d'abandon suivies par deux décennies déstabilisatrices de crise, de conflit, de violence et de pillages. L'assistance au secteur et la prise en compte du droit à l'éducation de tous, particulièrement les plus vulnérables, dans un contexte humanitaire changeant requiert une approche souple. Malheureusement le Ministère n'est pas encore outillé pour répondre à l'urgence parce que cette notion n'a pas encore été intériorisée dans ses activités et ses stratégies.<sup>44</sup>

---

<sup>41</sup> Rapport NRC 2<sup>ème</sup> trimestre

<sup>42</sup> La mécanisation des enseignants est prévue pour 2015

<sup>43</sup> L'Article 202 de la Constitution stipule que l'établissement des normes d'enseignement applicables dans tous les territoires de la République est une compétence exclusive du pouvoir central. Exemple de ces normes : pour être inscrit dans une école tout élève doit se présenter avec son bulletin, ce qui n'est pas toujours possible dans les situations de déplacement.

<sup>44</sup> Entretien avec M. Mbo Ntula, Responsable de la coopération internationale bilatérale et multi latérale, EPSP

## Leçons apprises et bonnes pratiques

Les leçons apprises et les bonnes pratiques tirées des trois projets analysés dans ce document peuvent s'avérer utiles dans d'autres contextes similaires à la RDC ailleurs dans le monde, particulièrement dans des situations de mouvements de population répétés ou chroniques. Comme pour tout outil d'éducation en situations d'urgence, avant d'être répliquées, les leçons apprises et bonnes pratiques devront être adaptées après analyse du contexte social, physique, sécuritaire, écologique, culturel, géographique, économique et politique spécifique dans lequel vivent les personnes affectées pour bien cerner les vulnérabilités et y répondre efficacement.

### Contexte

- Des années de crise humanitaire qui suivent des décennies de non-développement

#### → **Leçons apprises**

- Bien que ce soit le *devoir de l'autorité nationale de respecter, de protéger et de réaliser le droit à l'éducation*<sup>45</sup>, des années d'instabilité à l'Est de la RDC ont passé la responsabilité de l'éducation aux mains des humanitaires qui ont répondu aux besoins en développant des réponses adaptées à un contexte d'urgence. Si la situation sécuritaire à l'Est se stabilise, il faudra s'assurer que le *Cluster* éducation en coordination avec l'EPSP et le Ministère des Affaires Sociales assure la transition de l'urgence au relèvement précoce, en revoyant les responsabilités tout en prenant en compte les capacités effectives de réponse des différents acteurs, y compris des autorités nationales.
- Des mécanismes spécifiques qui tiennent compte des vulnérabilités générées par les années de crise devront être maintenus aussi longtemps que nécessaire.

#### → **Bonnes pratiques**

- Les règles et directives que le Ministère édicte en temps ordinaire ne peuvent pas toujours s'appliquer et répondre aux besoins, particulièrement des plus vulnérables, en temps de crise. Intégrer l'urgence dans les activités et les stratégies du Ministère c'est aussi autoriser une certaine dose de flexibilité et d'adaptabilité dans les règlements, dans les comportements et dans la réponse - dans les circonstances exceptionnelles - pour mieux prendre en compte les vulnérabilités que l'urgence a fait naître. Ceci souligne l'importance de l'**institutionnalisation de l'urgence dans les activités et stratégies du Ministère de l'éducation**.
- L'expérience montre qu'il n'est pas facile d'assurer un financement pluriannuel des projets d'éducation en situation d'urgence ce qui nuit à la qualité de l'intervention. Le projet de Cours de Rattrapage Scolaire (CRS) aurait dû être financé pour le cycle complet de trois ans tandis que le projet Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) devrait, quant à lui, être suivi d'une phase de relèvement précoce qui permet de promouvoir la qualité de l'éducation en collaboration avec la communauté. La bonne pratique consiste à négocier avec les bailleurs le **financement de la période appropriée** avant le début de l'intervention et à s'assurer que des mesures soient prises à temps pour une **stratégie harmonieuse de sortie** en étroite collaboration avec les Ministères compétents et les communautés des écoles ou des centres ciblés.

### Contexte

- Des écoles détruites, du mobilier et des matériels d'apprentissage brûlés ou pillés

---

<sup>45</sup> INEE Normes Minimales pour l'Éducation : Préparation, interventions, relèvement, 2<sup>ème</sup> édition, p. 107

### → **Leçons apprises**

- On ne peut pas vouloir faire de *software* sans un minimum de *hardware*. Le rapport final d'AVSI I note *qu'il n'est pas possible de penser à une meilleure éducation lorsque les équipements fondamentaux font défaut*. C'est pour cette raison que la phase IV de l'intervention d'AVSI comprend des activités de réhabilitation, fourniture d'équipement ainsi que la distribution de kits scolaires. Ce constat est relayé par l'évaluation des deux projets d'Alpha-Ujui et constitue un des fondements du projet RRMP, dans un contexte où le pourcentage des salles de classes détruites dans toutes les zones d'intervention est supérieur à 50%. La mise en place du volet *software* pose néanmoins un grand défi dans des réponses qui se veulent rapides et mobiles.
- Plusieurs partenaires ont fait état de retard dans la distribution des kits scolaires qui semble être un défi logistique pour l'UNICEF en RDC comme dans beaucoup de pays. La distribution des kits récréatifs dans les écoles primaires et les centres de rattrapage scolaire pour l'encadrement des enfants pendant les vacances scolaires contribuerait à leur protection durant une période de l'année propice à l'oisiveté et au vagabondage.

### Contexte

- Des mouvements massifs et répétés de population qui créent des situations de déplacement, de retour, d'hébergement par les populations autochtones et des combinaisons complexes de ces trois cas de figure

### → **Bonnes pratiques**

- Pour répondre efficacement aux besoins qui surviennent lors d'un déplacement de population, la planification requiert de la **flexibilité** et une **capacité d'adaptation** tout au long du cycle des projets. Cette flexibilité se reflète dans la sélection des bénéficiaires non pas seulement au début mais au cours de l'intervention, dans l'ajustement constant à la situation sécuritaire, dans la rapidité et la mobilité des équipes, etc. Les procédures de validation des besoins doivent elles aussi rester souples et rapides pour répondre efficacement aux vulnérabilités.
- Faire preuve d'**imagination** pour innover (ex. *school vouchers*), expérimenter, apprendre de ses expériences, revoir son approche dans le but de toujours améliorer la réponse

### Contexte

- Besoins nombreux dans des zones dispersées, dangereuses et difficilement atteignables, d'une part et le défi de coordonner la réponse d'autre part alors que les moyens organisationnels et financiers manquent

### → **Leçons apprises**

- Tous les partenaires<sup>46</sup> soulignent l'importance du *Cluster* pour la coordination des activités. Les réunions du *Cluster* devraient aussi être l'occasion de saluer et soutenir les efforts des partenaires. Etant donné le contexte sécuritaire et les obstacles logistiques rencontrés dans la mise en place des projets, les réunions du *Cluster* doivent être l'occasion pour les partenaires de partager leurs expériences, les défis rencontrés et les solutions apportées.
- Les partenaires ont beaucoup à apprendre et à partager entre eux mais il apparaît qu'ils ne connaissent pas bien les activités de leurs pairs et encore moins les leçons apprises. Dans le

---

<sup>46</sup> Toutes les organisations partenaires sont membres du *Cluster* et deux organisations internationales (AVSI au Nord et NRC au Sud) sont *co-leads* avec UNICEF

cadre de la gestion de la connaissance, les réunions du *Cluster* éducation doivent être l'occasion d'un échange des leçons apprises pour enrichir les interventions. C'est de cet échange que naîtra de nouvelles bonnes pratiques.

- AVSI en RDC a utilisé l'expérience psychosociale acquise en Ouganda et au Rwanda. Par la suite, AVSI au Sud Kivu a capitalisé sur les acquis de son programme au Nord en utilisant les formateurs du module psychosocial pour former ses nouveaux formateurs, en partageant les leçons apprises, etc.
- Comme plusieurs partenaires ont souligné le manque d'expertise de leur staff dans le domaine de l'éducation en situations d'urgence, le *Cluster* devrait faire appel au *Global Education Cluster (Capacity-building Task Team)* pour renforcer les capacités au niveau local.<sup>47</sup>

→ **Bonne pratique**

- Le *Cluster* éducation fait naître des projets collectifs qui répondent efficacement aux besoins identifiés quand les partenaires travaillent en harmonie, dans la transparence dans un **esprit de collaboration ou mieux encore de synergie**.

**Contexte**

- Une intervention humanitaire qui progresse de zone en zone en fonction des besoins, dans un environnement difficile
- Des communautés scolaires affaiblies

→ **Bonne pratique**

- La mobilité de la réponse humanitaire est importante pour couvrir les nombreux besoins et accompagner les mouvements de populations mais l'excès de mobilité dans un projet d'éducation, particulièrement dans sa partie *soft* (sensibilisation, formations, développement professionnel, processus d'apprentissage, etc.) nuit au suivi. La mise en place d'un **noyau d'assistance externe aux enseignants et aux élèves et de sensibilisation des parents** au sein de chaque école cible (agent sociaux en coordination avec les *leaders* locaux dans le cas du projet Equipes Mobiles en RDC) procure le soutien dont les communautés scolaires fragilisées ont besoin en temps de crise, permet de réajuster la réponse aux besoins en cours de projet et complète harmonieusement le travail des agents des partenaires. Durant la phase de relèvement où les communautés sont normalement moins fragilisées cette tâche pourrait être graduellement assumée par un noyau interne - les membres du Comité de parents (COPA), les cellules pédagogiques<sup>48</sup> ou toute autre structure existante de la communauté scolaire après formation et renforcement des capacités.

**Contexte**

- Un environnement de travail humanitaire difficile qui manque de mécanismes de suivi et d'évaluation

→ **Leçon apprise**

---

<sup>47</sup> AVSI note le manque de formation en éducation d'urgence surtout pour les équipes de suivi des activités sur le terrain.

<sup>48</sup> La cellule pédagogique est une structure technique d'autoformation au sein de l'école pour renforcer les capacités techniques et pédagogiques des enseignants. Elle se réunit une fois par semaine par unité pédagogique suivant le degré, élémentaire, moyen et terminal.

- La difficulté à obtenir les données statistiques désagrégées et complètes dans plusieurs des différents projets, particulièrement ceux mis en place par les organisations locales, montre le besoin urgent d'un suivi plus rigoureux. L'urgence, la rapidité et la mobilité ne peuvent pas justifier l'absence de suivi et d'évaluation. Pour savoir où l'on va il faut savoir d'où l'on part afin de mesurer l'impact des projets. Pour assurer un meilleur suivi des projets et des partenaires et mesurer l'impact de son action, l'UNICEF devrait renforcer le nombre et les capacités de son staff sur le terrain et mettre en place les outils et les mécanismes de suivi et d'évaluation nécessaires.

### Contexte

- L'isolement de zones coupées du monde par le conflit, la criminalité et le non-droit
- Des communautés scolaires qui se sentent oubliées et abandonnées

#### → **Bonnes pratiques**

- Les succès remportés par les organisations nationales mentionnés dans ce document – sensibilisation des parents, scolarisation ou re-scolarisation des enfants, cours de rattrapage, pérennisation de l'assistance au travers d'AGR - sont principalement le fruit de leur **ancrage communautaire**. Par leur connaissance du milieu et leur présence régulière elles assurent l'accompagnement et le suivi dont les communautés scolaires ont besoin en temps de crise. Elles aident à identifier les plus vulnérables et à les inclure dans les projets.
- Les écoles au Nord et au Sud Kivu, particulièrement celles qui subissent les conséquences directes et indirectes du conflit, travaillent dans des conditions très difficiles et souffrent d'un sentiment d'isolement et d'abandon. Le simple fait de visiter les écoles et de s'enquérir de leurs besoins et de leurs difficultés produit un **effet de désenclavement** et apporte des bénéfices qui ne doivent pas être sous-estimés comme plusieurs témoignages l'ont exprimé durant la compilation d'informations pour le présent document. Une approche qui met l'accent sur l'empathie et l'écoute des acteurs de la communauté scolaire ou des centres de rattrapage scolaire dès la phase d'évaluation préliminaire et tout au long de l'intervention y compris la phase cruciale de l'évaluation constitue une bonne pratique identifiée dans les trois projets analysés.

### Contexte

- Un niveau de violence rarement atteint, particulièrement à l'encontre des femmes et des filles
- Des populations fortement touchée émotionnellement ou, dans certains cas, carrément traumatisées
- Des enseignants peu qualifiés, peu motivés qui reçoivent un soutien limité de leur Ministère

#### → **Bonne pratique**

- **La formation psychosociale** des enseignants améliore tant l'enseignement que l'apprentissage. Parce qu'elle apprend aux enseignants les conséquences du conflit sur le développement émotionnel des enfants, elle éclaire les enseignants sur leurs propres émotions et les aide à mieux les gérer. Elle contribue à rendre les écoles plus humaines et moins violentes. Lorsque la formation initiale du maître est faible ou lorsque les enseignants ne sont carrément pas qualifiés elle permet de donner des bases de pédagogie.

### Contexte

- Des enseignants pas ou insuffisamment rémunérés

- Des parents qui sont obligés de supporter les coûts directs et indirects de l'éducation de leurs enfants

→ **Bonne pratique**

- Pour répondre aux besoins des écoles et de leurs enseignants *quand les autorités concernées ne peuvent pas ou ne veulent pas remplir leurs responsabilités*<sup>49</sup>, des mécanismes alternatifs de financement doivent être mis en place durant les différentes phases de l'intervention :

Le paiement des frais d'urgence aux écoles se justifie dans une situation d'urgence (déplacement et retour) pour éviter les abandons et favoriser la réinsertion étant donné la grande vulnérabilité et le besoin d'assistance des populations en mouvement. Il ne s'agit pas d'un déni des autorités concernées, comme le rappellent les notes d'orientation de l'INEE sur la rémunération des enseignants: la stratégie de l'UNICEF qui consistait à verser une contribution (800.000 USD) pour le salaire des enseignants au Rwanda un an après le génocide *reconnaissait et renforçait l'autorité gouvernementale*.<sup>50</sup> Dans des **situations exceptionnelles**, des **moyens exceptionnels** s'imposent pour garantir l'inclusion des plus affectés par l'urgence. Ce paiement doit être bien encadré et coordonné avec les différents acteurs de l'école particulièrement les membres du COPA pour garantir la transparence et développer la responsabilité communautaire. La nécessaire stratégie de sortie doit comprendre des mesures pour garantir la continuité de l'intervention au travers de la responsabilisation progressive de l'autorité gouvernementale et des communautés scolaires.

Les **activités génératrices de revenus** (AGR) permettent de pérenniser l'aide financière apportée aux écoles pour payer les enseignants qui ne le sont pas (qui sont dits non-mécanisés en RDC) et fournir la prime de motivation aux enseignants rémunérés mais dont le salaire reçu du Ministère est insuffisant et doit être suppléé par les parents. Même si l'initiative analysée en RDC est encore jeune et mériterait un meilleur suivi elle devrait être soutenue, développée et répliquée dans le cadre de la stabilisation et du relèvement des écoles, particulièrement dans un contexte où la gratuité tarde à se mettre en place et la prise en charge des enseignants non-mécanisés par le Ministère est seulement prévue en 2015.<sup>51</sup> Les AGR ne permettent pas de générer des fonds immédiatement et ne répondent donc pas à des besoins immédiats tels que les salaires des enseignants en temps d'urgence mais s'inscrivent dans une politique à moyen et à long terme de soutien pérenne à l'école. Le lancement d'AGR tôt dans la réponse humanitaire comme sources de revenus pour les communautés scolaires pérennise l'intervention, évite les effets pervers de l'assistance (attentisme) et prépare le relèvement précoce.

**L'appui structurel** aux écoles (construction, rénovation, fourniture d'équipement) a l'avantage de bénéficier collectivement à l'ensemble de la population scolaire sans discrimination mais ne permet pas de résoudre le manque immédiat de moyens des populations déplacées ou vulnérables. S'il est bien expliqué aux communautés scolaires, cet appui peut être particulièrement adapté à la phase de relèvement.

La bonne pratique proposée peut se résumer comme suit :

<sup>49</sup> INEE Normes Minimales pour l'Education : Préparation, interventions, relèvement, 2<sup>ème</sup> édition, p. 7

<sup>50</sup> Obura, 2003 dans Notes d'orientation de l'INEE sur la rémunération des enseignants dans les états fragiles les situations de déplacement et de réadaptation post-crise, Septembre 2008, p.12.

<sup>51</sup> La Stratégie de l'EPSP vise la mécanisation (prise en charge du paiement des enseignants par l'Etat) à 100% pour 2015 seulement

Phase	Urgence	Relèvement précoce	Stabilisation
Activité	Frais d'urgence et AGR	Appui structurel et AGR	AGR

### Contexte

- Un nombre très important d'enfants et d'adolescents qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont été forcés d'abandonner faute de moyens (sans que ce nombre ne puisse être défini)

#### → **Bonne pratique**

- Les centres de rattrapage scolaire visent avant tout les plus vulnérables, le groupe qui intéresse l'UNICEF en priorité. Il répond à une profonde nécessité dans un contexte d'instabilité, fragilité et pauvreté. Il sert de passerelle entre la rue, le maquis, la guerre, les mines, le vagabondage, le non-formel et le formel et enfin la vie professionnelle. Parce qu'il permet de réinsérer dans le système éducatif et par là dans la société, des enfants qui en avaient été exclus ; parce qu'il permet particulièrement aux filles d'avoir accès aux études ; parce qu'il utilise au mieux les ressources déjà en place (enseignants et locaux des écoles primaires), et enfin parce qu'il a permis de développer une synergie entre les partenaires au travers du *Cluster* ; le projet **Cours de Rattrapage Scolaire (CRS)** est une bonne pratique qui, étant donné la proportion d'enfants trop âgés pour l'éducation formelle et d'adolescents non-scolarisés et analphabètes, gagnerait à être soutenue, développée et répliquée dans les situations de conflit et de post-conflit.



## Conclusion

Les trois projets analysés dans ce document visent à mettre en place une réponse rapide et souple aux défis de l'éducation dans une partie du monde où les mouvements et l'exil sont devenus le quotidien d'une grande partie de la population.

Les leçons apprises indiquent que bien des normes de l'INEE sont prises en compte par les projets - intentionnellement ou pas - même si des efforts restent à faire. Les réponses au questionnaire distribué aux partenaires montrent que les projets incluent la plupart des composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence et prennent en compte bon nombre de thèmes transversaux. Au travers du *Cluster* les projets visent à respecter les *Principaux engagements pour la prise en compte de l'égalité entre garçons et filles dans l'éducation*. Même s'il n'y est pas fait référence explicitement les projets s'inscrivent dans les *Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire*. Il faut néanmoins souligner que les trois projets ne prennent pas en compte les enfants d'âge préscolaire (Engagement 2) et que les liens intersectoriels devraient être plus développés (Engagement 4). Pour réellement créer des écoles amies des enfants dans le fragile contexte de l'Est de la RDC il faudra renforcer la protection sur le chemin de et à l'école, et favoriser la coopération et la coordination intersectorielle.

Comme craint dans la stratégie de l'EPSP, la politique de communication du gouvernement sur la question de la gratuité ne se met pas en place dans les provinces éloignées de la capitale. L'incompréhension et l'inquiétude croissent. L'engouement actuel fera long feu si les écoles chassent les enfants dont les parents ne peuvent pas payer la prime des enseignants. Il sera donc nécessaire de continuer à trouver des solutions alternatives pour assurer l'inclusion des plus vulnérables dans le contexte majoritairement humanitaire du Nord et Sud Kivu. Il est regrettable que le financement des Cours de Rattrapage Scolaire (CRS) n'ait pas pu être poursuivi dans la mesure où cette approche alternative répond à un profond besoin d'inclusion et/ou de réinsertion.

Un meilleur échange et une communication plus intense entre les partenaires de l'éducation contribueraient à bâtir un programme plus cohérent et solide. Les leçons apprises et les bonnes pratiques identifiées devraient être développées, partagées et répliquées pour garantir une réponse plus efficace, inclusive et pérenne.

# ANNEXE I – Réponses au questionnaire

## Compilation des réponses des partenaires

### Questionnaire

#### Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence, normes minimales pour l'éducation et thèmes transversaux

##### Notes :

1. Le terme « intervention » est utilisé ici pour inclure les différents projets ou phases. Merci de bien vouloir différencier entre les projets ou phases là où nécessaire.
2. Ce document vise à identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques pas à évaluer l'intervention.
3. Merci de bien vouloir considérer tous les points suivants (ceux avec des questions et sans) et indiquer s'ils s'appliquent à votre intervention et comment. Merci d'indiquer votre réponse directement dans le texte.

##### a. Composantes techniques<sup>52</sup>

- 1) **Cluster/ mécanisme de coordination du secteur** – groupe de parties prenantes du secteur de l'éducation menée par le Ministère de l'éducation et appuyé par l'UNICEF, Save the Children et d'autres ONG/I et d'autres organisations responsables de la préparation et de la planification des interventions pour fournir une éducation dans les situations d'urgence. *Votre organisation est-elle membre du Cluster éducation et si oui depuis quand ? Avez-vous été co-facilitateur du Cluster et si oui pour combien de temps ? Votre participation au Cluster a-t-elle eu un impact sur vos modalités de travail ? Si oui lequel ?*
  - Toutes les organisations partenaires sont membres du *Cluster*. AVSI co-lead le *Cluster* du Nord Kivu et NRC celui du Sud. NRC est également en charge du *Sous-cluster* de Beni (Nord Kivu) et AVSI du *Sous-cluster* d'Uvira (Sud Kivu). NRC est en outre le point focal du Groupe Thématique Education de Baraka (Sud Kivu).
  - Le *Cluster* permet aux organisations de travailler *en harmonie* (War Child), *en synergie* (CEPAC) et *en collaboration* (CELPA). L'échange d'informations permet de mieux couvrir les besoins (AVSI). La participation au *Cluster* a permis d'améliorer la planification et l'évaluation des projets. Elle a également donné accès à une formation sur les normes minimales (BVES).
  - NRC travaille en coordination avec les autres acteurs pour éviter le chevauchement et pour la capitalisation des ressources.
- 2) **Évaluations préliminaires de l'éducation** – évaluations initiales faites pour obtenir des informations sur l'impact d'une urgence sur les zones affectées, comme le nombre d'enfants déplacés, le nombre d'écoles endommagée ou détruites, le nombre d'enseignants déplacés, la disponibilité et l'état de matériels pédagogiques, etc. Ces informations sont vitales pour formuler une réponse du secteur de l'éducation. *Votre organisation avait-elle réalisé une évaluation préliminaire ? Si non, sur quelle évaluation avez-vous basé votre intervention ?*

<sup>52</sup> Guide du Facilitateur, UNICEF, SC, INEE, 2010

- Le projet des cours de rattrapage scolaire (CRS) a été guidé par une évaluation préliminaire inter-agence dans un esprit de collaboration et de coordination inspiré par le *Cluster*.
  - L'évaluation préliminaire du projet Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) est quant à elle multisectorielle (*Multi-Sectoral Assessment ou MSA*). Les outils de collecte du RRMP utilisés sont adaptés par les partenaires pour réunir des informations supplémentaires (AVSI). Toutes les organisations ne partagent pas les évaluations préliminaires qu'elles ont réalisées individuellement ce qui nuit à la bonne coordination (AVSI).
  - NRC participe toujours à des évaluations de l'impact des urgences sur les zones affectées.
- 3) **Planification de l'intervention éducative** – le processus de planification systématique des interventions élaboré par le groupe de coordination du secteur de l'éducation pour fournir une éducation à des enfants et à des communautés sinistrés selon les besoins identifiés. *Quelles leçons pouvez-vous tirer de la planification de votre intervention ?*
- Une bonne planification fait en sorte que les interventions répondent aux besoins réels et cruciaux des communautés bénéficiaires (War Child).
  - La planification doit rester souple afin de tenir compte du contexte sécuritaire mouvant, de s'assurer que l'intervention couvre les besoins nouveaux qui surgissent en cours de projet et de venir compléter et non pas dupliquer la réponse (AVSI).
  - La planification des projets part des besoins éducatifs exprimés par les communautés de base et les enfants. Du début à la fin, l'approche participative a été requise (BVES).
  - Leçons tirées par NRC sur les bienfaits d'une bonne planification :
    - facilite une bonne affectation des ressources ;
    - évite la perte de temps, le chevauchement grâce à une bonne coordination ;
    - permet de travailler en partenariat avec les autres acteurs, de réaliser une bonne complémentarité des interventions à l'interne comme à l'externe au profit des bénéficiaires ;
    - permet d'atteindre le grand nombre des bénéficiaires, de connaître forces et faiblesses et de saisir les opportunités ;
    - permet enfin de capitaliser les ressources et de connaître *Qui Fait Quoi Où*.
- 4) **Ressources humaines et financières** – déterminer les types de ressources humaines nécessaires pour mettre en œuvre le plan d'intervention et qui dépassent les capacités du personnel des partenaires de coordination. Il peut s'agir d'ONG locales, de consultants, de personnel temporaire, ou même d'un coordinateur international du *Cluster* éducation si la situation d'urgence est importante. Les ressources financières doivent être mobilisées par le secteur par l'intermédiaire de fonds existants ou en élaborant des propositions et des budgets pour une assistance supplémentaire pour satisfaire aux besoins d'urgence. *Indiquez combien de personnes étaient impliquées dans l'intervention et quel était leur fonction (titre) et leurs responsabilités (distinguez suivant les phases/projets)? Qui supervisait l'intervention ?*
- Les partenaires suivent des approches différentes :
    - Le projet CRS tire profit des ressources humaines disponibles localement en formant les enseignants du primaire à la méthode accélérée des cours de rattrapage.

- En recrutant deux agents sociaux, un superviseur et trois *leaders* locaux par école, Alpha-Ujuvi décentralise sa réponse et assure un suivi rapproché des écoles cibles.
  - Les activités éducatives d'AVSI sont quant à elles supervisées par un expatrié qui assure, entre autre, la qualité de la formation psychosociale.
- Tous les trois projets impliquent les fonctionnaires de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) - Inspecteurs, Sous-divisions provinciales (Sous-proved), Directeurs d'écoles, Conseillers pédagogiques - pour assurer la cohérence et la pérennité de la réponse.
- 5) **Fournitures d'éducation et logistique** – des kits contenant des matériels de jeu et de loisir, des matériels pédagogiques et d'autres fournitures pour la classe sont commandés pour remplacer les matériels endommagés et pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage dans des environnements temporaires d'apprentissage. *Quel matériel et logistique votre organisation a-t-elle fourni dans le cadre de l'intervention financée par l'UNICEF et en dehors de celle-ci?*
- Les organisations partenaires mettent à disposition les moyens logistiques dont elles disposent pour le transport et le stockage des kits scolaires.
  - Certains partenaires soulignent l'insuffisance de stock de contingence pour parer à l'imprévu.
- 6) **Espaces temporaires d'apprentissage** – des salles de classes temporaires sont installées dans des tentes, des bâtiments publics, sous des arbres ou dans des structures temporaires rapidement assemblées en utilisant des matériaux locaux pour fournir des endroits sûrs et protecteurs où les enfants peuvent apprendre et jouer. *Quelle fut la contribution de votre organisation dans le cadre de l'intervention financée par l'UNICEF et en dehors de celle-ci ?*
- Des classes d'urgence sont construites pour les écoles déplacées.
  - Les organisations partenaires mettent également à disposition les locaux qu'elles ont construits grâce à des financements antérieurs ou complémentaires.
  - Le programme RRMP comprend la construction ou la réhabilitation, et l'équipement de classes semi-permanentes et permanentes.
  - AVSI préfère utiliser des planches plutôt que des bâches de plastique *là où la communauté est prête à s'impliquer pour des constructions plus durables.*
  - L'appui structurel aux écoles s'avère utile étant donné le contexte de destruction et de délabrement des écoles mais il ne résout pas le manque de moyens pour payer les enseignants.
  - Le programme de construction de NRC dans le cadre du projet RRMP, qui bénéficie d'une expertise de plus de dix ans, met l'accent sur :
    - l'égalité des genres dans la constitution des comités locaux d'organisation, de participation communautaire et de sélection des ouvriers ;
    - la mobilisation et sensibilisation des communautés bénéficiaires ainsi que des autorités pour leur participation avant, pendant et après la construction ;
    - l'appropriation des infrastructures par les communautés.
- 7) **Soutien psychosocial et stratégies psychosociales** – activités structurées pour permettre aux enfants de jouer, d'avoir des activités de loisir et des activités créatives, afin de les aider à dépasser les impacts émotionnels de la situation d'urgence.

- Le projet CRS n'a pas de volet psychosocial à proprement parler, seul la distribution de kits récréatifs donne aux enfants l'occasion d'extérioriser leurs sentiments. Fort de son expérience de terrain, BVES a néanmoins formé les éducateurs à l'approche psychosociale.
- Dans le projet Equipes Mobiles, Alpha-Ujuvi forme les agents sociaux au psychosocial tandis que AVSI forme directement les enseignants y compris le volet activités expressives qui permettent aux enfants d'extérioriser leurs sentiments.
- Faute de moyens et de présence prolongée dans chaque école ou centre cible, les projets ne permettent néanmoins pas de créer des espaces amis des enfants à proprement parler même si NRC et AVSI tentent de réunir les conditions requises dans les écoles qu'ils soutiennent au travers du projet RRMP.
- Les colonies de vacances permettent de ne pas laisser les enfants à leur sort durant les grandes vacances et complètent l'intervention psychosociale.
- Des sessions de prise en charge psychosociale sont données par NRC aux enseignants au cours de leur formation qui généralement les appliquent non seulement pour les enfants qui montrent des signes de traumatisme mais également pour tous les enfants à travers les chansons, les danses, les sketches, les démonstrations, les théâtres, les pratiques culturelles propres à aider les enfants à oublier ou à surmonter les souvenirs des mauvaises expériences vécues. Des cas un peu plus sérieux et qui dépassent l'expertise de NRC sont orientés vers d'autres organisations plus attirées (NRC).

8) **Adaptation de ce qui est enseigné** – matériels pédagogiques et didactiques fournis pour la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences de la vie courante et d'autres domaines d'urgence pour permettre à l'apprentissage de continuer et pour que les enfants acquièrent de nouveaux savoir-faire en lieu avec leur nouvel environnement, comme des compétences vitales pour éviter des menaces telles que les maladies, les mines terrestres, l'exploitation, etc.

- Seul le projet RRMP comporte officiellement une composante systématique « compétence de la vie courante » sur l'importance de l'éducation des filles et des garçons, la santé, l'hygiène et VIH/Sida.
- Toutes les organisations utilisent néanmoins leur expertise pour enrichir les formations données.
- Les interventions éducatives ont permis non seulement d'instruire les enfants mais également de les préparer à la prévention des recrutements par les forces et groupes armés et d'autres formes d'abus et maltraitance communautaires (BVES).
- En situation d'urgence, les enseignements sont généralement développés de manière à constituer un pont entre les enseignements donnés en temps normal et ceux que NRC organise dans le milieu de déplacement pour les enfants victimes des conflits (NRC).

9) **Choix et formation des enseignants et du personnel de l'éducation** – recrutement d'enseignants supplémentaires et de volontaires communautaires et systèmes de formation pour les préparer à donner une éducation d'urgence et des activités d'appui psychosocial.

- Dans le projet CRS, les enseignants des écoles formelles qui abritent les centres ou des volontaires choisis dans les communautés ont été formés à la méthode d'enseignement accéléré (Programme National de Rattrapage Scolaire) en collaboration avec l'EPSP.

- BVES a en plus formé les enseignants aux Normes minimales de l'INEE pour l'éducation, à l'accompagnement psychosocial et à la protection des droits des enfants en situation de conflit armé.
- Les équipes mobiles forment les enseignants au Programme National de l'Enseignement Primaire (PNEP) et à la Gestion d'une Classe (GC). AVSI ajoute une solide formation psychosociale des enseignants qui fait l'objet d'une évaluation rigoureuse.
- Dans les interventions d'urgence du NRC, les enseignants sont identifiés parmi les populations affectées et/ou parmi les communautés d'accueil. Tous sont formés dans des thèmes appropriés au retour tels que le Programme National de l'Enseignement Primaire, la Gestion d'une Classe et l'Education à la paix (NRC).

10) **La réhabilitation et construction des écoles** – à la suite d'une urgence les communautés veulent généralement que les écoles endommagées soient réparées le plus vite possible, et dans la transition devant mener au redressement de la situation, une reconstruction semi-permanente ou permanente doit être planifiée et mise en œuvre de manière efficace. *Quelle fut la contribution de votre organisation dans le cadre de l'intervention financée par l'UNICEF et en dehors de celle-ci ?*

- Le projet RRMP comporte la plus grosse composante infrastructure. La communauté contribue en fournissant des matériaux locaux ou en creusant les fondations ou les latrines.
- Les compétences techniques de construction ou de réhabilitation ne sont pas toujours disponibles localement et doivent être importées de l'extérieur ce qui génère de l'incompréhension, de la frustration, et souvent de l'opposition de la part de la communauté locale. Dans les zones de déplacement, la construction des salles d'urgence en bâches est appropriée. Ceci pour ne pas pérenniser la présence des déplacés dans le milieu d'accueil, l'idéal étant de retourner chez eux pour retrouver une vie normale. Dans les zones mixtes, des constructions semi-permanentes sont les plus appropriées. Ceci pour permettre aux populations autochtones de bénéficier de ces infrastructures après le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine. Dans les zones de retour durable, la construction en dur est la mieux indiquée pour contribuer à la stabilisation des populations retournées et installées. Les constructions des salles de classes tiennent compte elles aussi non seulement des Normes minimales INEE mais aussi des standards édictés par le Gouvernement congolais. Les latrines sont séparées (Filles & Garçons), marquées et avec verrous à l'intérieur pour respecter la dignité et assurer la protection des utilisateurs, filles/femmes et garçons/hommes (NRC).

11) **Reprise d'une éducation normale** – pendant la période de début de reconstruction, les activités pour reprendre une éducation normale comprennent les campagnes Retour à l'école et Aller à l'école, la réintégration d'élèves qui étaient déplacés ou avaient quitté l'école à la suite de l'urgence et la réintégration d'enseignants qui étaient déplacés ou de nouveaux enseignants formés durant l'urgence. *Quel est l'impact de votre intervention sur la réintégration, la stabilisation et le retour à une éducation dans des conditions (plus) normales ?*

- Les trois projets suivent le programme scolaire formel et non-formel congolais pour favoriser la reprise, au plus vite, d'une éducation normale.
- Le projet CRS a grandement contribué à la réinsertion des enfants exclus du système éducatif dans l'éducation formelle, particulièrement les filles. Les centres servent véritablement de passerelles vers l'éducation formelle. Presque tous les

enfants qui ont réussi au TENAFEP ont été accompagnés par BVES à l'école secondaire.

- Au travers de leurs efforts de sensibilisation, les agents sociaux et les *leaders* locaux des équipes mobiles d'Alpha-Ujuvi relient l'école aux foyers et font grimper les effectifs des écoles.
- Le paiement temporaire des frais d'urgence utilisé dans les trois projets évite les renvois d'enfants vulnérables.
- Les cours de récupération permettent aux enfants déplacés de combler le retard que le conflit leur a infligé et de reprendre leur éducation.
- Après le retour des populations déplacées, les projets d'appui à la scolarisation des enfants doivent les suivre dans leur milieu de retour. Les infrastructures détruites sont réhabilitées et/ou construites, de préférence en semi-durable ou en durable, selon le cas, elles sont équipées, les enseignants jadis déplacés, mais aujourd'hui retournés et ou les enseignants autochtones sont identifiés, les enseignants formés en urgence sont intégrés. Tous sont formés dans des thèmes appropriés au retour tels que le Programme National de l'Enseignement Primaire, la Gestion d'une Classe, l'Éducation à la paix. Les parents sont sensibilisés sur l'importance de l'éducation des enfants, les Comités des Parents (COPA) sont mis en place dans les écoles ou ils n'existent pas et sont renforcés là où ils existent par la formation sur la cogestion d'une école et l'éducation à la paix, les rôles des parents, les droits des enfants et les devoirs de parents, etc... (NRC).

12) **Suivi et évaluation** – programme de suivi systématique pour évaluer dans quelle mesure le plan d'intervention éducative d'urgence a été mis en œuvre afin d'ajuster les cibles et les activités de l'intervention, et évaluation de l'impact de qualité de l'intervention.

- Les conseillers de l'enseignement ont suivi les CRS durant la durée du projet. A la fin de chaque intervention une évaluation participative conjointe a été organisée par BVES, UNICEF, EPSP et les centres bénéficiaires (BVES).
- Le Projet CRS a fait l'objet d'une évaluation collective des partenaires afin d'en mesurer l'impact. Cette évaluation se clôturera à la fin de l'année 2010 afin de dénombrer les centres qui ont pu survivre à la fin de l'assistance extérieure.
- Pour BVES, l'évaluation collective des 5 partenaires a montré :
  - le retour à l'école de milliers d'enfants exclus du système ;
  - l'ampleur des besoins non satisfaits ;
  - le fait que l'intervention a appuyé la protection des enfants et stimulé l'intérêt des communautés à l'éducation des enfants tout en invitant constamment le gouvernement à prendre sa responsabilité.
- AVSI organise une évaluation des formations trois mois après celles-ci en collaboration avec l'EPSP mais s'accorde pour dire que l'excès de mobilité constitue le point faible des équipes mobiles et de leur successeur, le RRMP.
- Le RRMP ne dispose pas, à ce stade, d'outils et de mécanismes de suivi et d'évaluation rigoureux et systématiques (AVSI).
- De façon générale les trois projets n'ont pas suffisamment mesuré l'impact de leur travail au cours de l'intervention et après celle-ci. Ce constat se reflète aussi dans le manque de statistiques fiables et utilisables.
- Pendant toute la vie du projet, les personnels de mise en œuvre sont sur le terrain 80% du temps, les personnels de supervision y passent 25% de leur temps pour le suivi de l'état d'avancement des activités (NRC).

## **b. Normes minimales pour l'éducation<sup>53</sup>**

Le peu de réponse à cette partie du questionnaire confirme le fait que les partenaires ne connaissent pas les normes minimales ou ne se sentent pas très à l'aise dans leur utilisation. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'appliquent pas une majorité de celles-ci mais pas de manière systématique et intentionnelle.

### **■ Normes Fondamentales – Participation communautaire**

- Norme 1: **Participation** : *Les membres de la communauté participent activement, de façon transparente et sans discrimination à l'analyse, la planification, la conception, la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des interventions éducatives.*
  - Des rencontres ont été tenues avec la participation des membres des communautés aux différentes étapes de la gestion de cette activité de cours de rattrapage (CEPAC).
  - Pour réussir sa mission dans toutes ses interventions, Alpha-Ujuvi associe les membres de communautés touchées par le problème car selon Ghandi « *ce que tu fais sans moi tu le fais quelque part contre moi* ».
  - La communauté est généralement impliquée dans la récolte des données sur les bénéficiaires. Elle est impliquée dans la mise sur pied des critères de vulnérabilité/sélection, base sur laquelle se fonde l'identification des enfants devant bénéficier des interventions et des enseignants, généralement non actifs, pouvant être formés, tout en tenant compte de l'égalité des genres (NRC).
- Norme 2 : **Ressources** : *Les ressources de la communauté sont recensées, mobilisées et utilisées afin de mettre en œuvre des possibilités d'apprentissage appropriées aux différents âges.*
  - Catégorisation des enfants selon leur âge, niveau d'étude au moment de l'abandon... utilisation des bâtiments et mobiliers des écoles dans la communauté, et des enseignants recrutés dans les communautés (CEPAC).
  - Les interventions NRC tiennent compte des ressources disponibles dans le milieu. Les écoles et leurs capacités sont évaluées dans le milieu d'accueil, les enseignants sont identifiés parmi la population affectée pour être formés de manière à être prêts à répondre aux besoins en éducation des enfants. Les classes d'urgence sont construites en matériaux locaux pour augmenter la capacité des écoles d'accueil (NRC).

### **■ Normes Fondamentales – Coordination**

- Norme 1 : **Coordination** : *Il existe des mécanismes de coordination de l'éducation qui appuient les parties prenantes travaillant à garantir l'accès à une éducation de qualité et la continuité de cette éducation.*
  - Tous les partenaires des trois projets analysés sont membres du *Cluster* éducation.
  - La coordination est plus facile pour les ONG internationales que pour les nationales qui manquent de moyens logistiques et de fonds (AVSI).
  - Coordination EPSP-UNICEF-écoles formelles afin de préparer l'après-intervention : passage du non formel au formel (CEPAC).
  - Le *Cluster* assure la coordination des activités des organisations intervenant dans le secteur de l'éducation pendant les évaluations initiales, la planification des interventions, la récolte des données et le suivi sur terrain. Il assure le plaidoyer pour les bénéficiaires, la collecte des fonds, l'accompagnement des membres dans la mise en œuvre des activités (NRC).

<sup>53</sup> Normes Minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement, *INEE*, 2010 (nouvelle version des normes mise à jour en 2010)



## 📖 Normes Fondamentales – Analyse

- Norme 1 : **Évaluation préliminaire** : *Des évaluations préliminaires de la situation d'urgence sont conduites au moment opportun et de manière holistique, transparente et participative.*
  - En tant que membre actif du *Cluster* éducation, NRC participe à des évaluations préliminaires de la situation d'urgence et insiste pour que celles-ci impliquent toutes les parties prenantes y compris la population sinistrée, les autorités, et qu'elles soient entreprises à temps pour que les interventions qui vont suivre répondent aux besoins urgents des victimes (NRC).
  - Les parents ne sont pas assez impliqués dans les évaluations préliminaires (AVSI).
- Norme 2 : **Stratégies d'intervention** : *Des stratégies d'interventions d'éducation inclusive sont élaborées. Elles comprennent une description claire du contexte, des obstacles au droit à l'éducation et des stratégies pour surmonter ces obstacles.*
  - Pour éviter des obstacles pendant l'intervention, Alpha-Ujuvi associe le *pool* de l'inspection de l'EPSP de chaque territoire pour les formations, les missions d'évaluation, et tient compte également de l'implication des *leaders* locaux, des agents sociaux et des enseignants - déplacés, retournés et autochtones - tout en renforçant les capacités du personnel éducatif pour donner une éducation de qualité.
  - NRC prône l'éducation pour tous les enfants déplacés, retournés et autochtones vulnérables issus des communautés hôtes sans distinction aucune. C'est une éducation inclusive. Cependant, les programmes ne parviennent pas à répondre aux besoins d'une certaine catégorie d'enfants. Il s'agit des enfants handicapés (physiques et/ou mentaux) (NRC).
- Norme 3 : **Suivi** : *Un suivi régulier est fait sur les activités des interventions éducatives et l'évolution des besoins d'apprentissage des populations affectées.*
  - Pas de suivi régulier, seulement un suivi ponctuel dans le projet Equipes Mobiles (AVSI).
  - AVSI souligne la difficulté d'assurer le suivi et par là, la pérennité de l'intervention dans le contexte de crise humanitaire.
  - Pour le projet d'Equipe Mobile, l'équipe de suivi était composée des inspecteurs de l'EPSP pour les aspects de qualité pédagogique, et les assistants de terrain pour les aspects de fréquentation des enfants à l'école et les aspects de protection (Alpha-Ujuvi).
  - Le suivi est assuré par les intervenants dans le secteur de l'éducation et au travers d'échanges lors de la réunion du *Cluster* (CEPAC).
  - Le suivi régulier et rapproché est fait par le personnel de mise en œuvre qui passe 80% de son temps sur le terrain, ce qui permet une récolte régulière des données sur l'avancement du projet. Les personnels de supervision font un suivi mensuel, trimestriel ou semestriel (NRC).
- Norme 4 : **Évaluation** : *Des évaluations systématiques et impartiales améliorent les activités des interventions éducatives et renforcent la prise de responsabilité.*
  - Les évaluations se font régulièrement par le personnel de mise en œuvre et mensuellement, trimestriellement ou semestriellement par le personnel de supervision. Les évaluations finales se font soit par les experts de la maison pour la documentation des leçons tirées des expériences de la mise en œuvre et de l'impact, soit par les experts envoyées par les bailleurs pour se rendre compte de la cohérence des rapports écrits et de la réalité sur le terrain (NRC).
  - L'UNICEF devrait évaluer les activités des partenaires de manière systématique, indépendante et rigoureuse (AVSI).

## 📖 Accès et environnement d'apprentissage

- Norme 1 : **Egalité d'accès** : *Toutes les personnes ont accès à des possibilités d'éducation pertinentes et de qualité.*
  - Cette norme était prise en compte à travers la sensibilisation sur l'importance de l'éducation pour tous, l'égalité des chances entre filles et garçons, les visites familiales sur la fréquentation des enfants vulnérables (filles et garçons) par les agents sociaux en collaboration avec les *leaders* locaux, et enfin, l'appui en activités génératrices de revenus (AGR) accordé aux écoles pour la prise en charge des enseignants non mécanisés. Après le projet, les enfants les plus vulnérables bénéficient encore de l'éducation gratuite grâce aux AGR (Alpha-Ujuvi).
  - NRC s'assure de l'égalité d'accès à l'éducation pour tous les enfants (50% filles, 50% de garçons) et des enseignants (50% femmes, 50% hommes) participent dans le programme (NRC).
  
- Norme 2 : **Protection et bien-être** : *Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.*
  - Grâce à l'accompagnement des agents sociaux et l'implication de *leaders* locaux au projet, la protection et le bien-être des enfants sont pris en compte dans le trajet routier, la promotion de l'hygiène, et l'accompagnement psychosocial. Egalement le suivi par les agents sociaux formés au module psychosocial a permis d'éviter le châtement corporel (Alpha-Ujuvi).
  - Au travers des Comités de protection initiés dans le cadre de la quatrième phase de son projet Equipes Mobiles, AVSI tente de mettre en place les conditions des « écoles amies des enfants ».
  - NRC s'assure que l'environnement d'apprentissage est protecteur et sûr pour les apprenants, les enseignants et d'autres personnels d'éducation. Les enseignants reçoivent une formation en prise en charge psychosociale et sur la protection de l'enfant. Ils apprennent et signent le code de bonne conduite. Pour la protection de l'intégrité physique et morale (dignité) des élèves filles, les latrines sont séparées, marquées et verrouillées de l'intérieur pour les garçons et les filles. Celles des filles sont toujours placées dans la partie visible de la parcelle scolaire (NRC).
  
- Norme 3 : **Etablissements et services** : *Les établissements scolaires contribuent à la sécurité et au bien-être des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation et sont en lien avec des services de santé, de nutrition, de protection, et des services psychosociaux.*
  - Au travers des services des agents sociaux et du travail avec les *leaders* locaux communautaires (Alpha-Ujuvi).
  - Pas ou peu de lien avec les services de santé et de nutrition. La protection est prise en compte dans le cadre du projet pilote d'AVSI Equipes Mobiles phase IV (AVSI).
  - NRC s'assure que l'environnement d'apprentissage est protecteur et sûr pour les apprenants, les enseignants et autres personnels d'éducation. Les enseignants reçoivent une formation en prise en charge psychosociale et sur la protection de l'enfant. Ils apprennent et signent le code de bonne conduite. Pour la protection de l'intégrité physique et morale (dignité) des élèves filles, les latrines sont séparées, marquées et verrouillées de l'intérieur pour les garçons et les filles. Celles des filles sont toujours placées dans la partie visible de la parcelle scolaire (NRC).

## 📖 Enseignement et apprentissage

- Norme 1 : **Programmes scolaires** : *Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.*
  - Un programme national de rattrapage a été élaboré et adapté au contexte du pays et centré sur les apprenants (CEPAC).

- Norme 2 : **Formation, développement professionnel et appui** : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation reçoivent une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et aux circonstances.*
  - Le défi est l'après-formation et son suivi (AVSI).
  - Les inspecteurs de l'EPSP, à travers leurs conseils réguliers et leur suivi pédagogique aident les enseignants en situation d'urgence à améliorer leurs connaissances méthodologiques (PNEP). Dans les zones les plus stables, les enseignants s'organisent en Unités Pédagogiques (UP) qui permettent aux enseignants qualifiés et expérimentés de faire profiter les moins expérimentés de leur expérience à travers des débats pédagogiques et des leçons modèles (NRC).
- Norme 3 : **Enseignement et processus d'apprentissage** : *L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.*
  - Les éducateurs des CRS utilisent les méthodes de la pédagogie active et participative (CEPAC).
  - Le module Gestion d'une Classe vise l'approche active et participative (Alpha-Ujuvi).
  - Dans son programme, NRC insiste sur la participation active des bénéficiaires. Les enseignants sont formés en méthodologie participative, en méthodologie centré sur l'enfant, en Gestion d'une Classe de manière à rendre la classe « amie de l'enfant » (NRC).
- Norme 4 : **Evaluation des résultats de l'apprentissage** : *Des méthodes appropriées d'évaluation et de validation des résultats de l'apprentissage sont utilisées.*
  - Des séances d'évaluations mensuelles et trimestrielles étaient organisées avec les inspecteurs, les COPA, leaders locaux et agents sociaux pour apprécier les progrès réalisés (Alpha-Ujuvi).
  - Organisation d'examen trimestriels ou de fin d'année sanctionnés par des bulletins, participations au Test National de Fin d'Etudes Primaire et orientation dans les écoles formelles (CEPAC).

## 📖 Enseignants et autres personnels de l'éducation

- Norme 1 : **Recrutement et sélection** : *Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.*
  - Le recrutement du personnel a été fait localement en respectant les normes (CEPAC).
  - Les enseignants et autres personnels de l'éducation sont recrutés parmi la population sinistrée en tenant compte de l'équilibre du genre. Ces personnels, généralement moins qualifiés, sont dûment formés. La population ainsi que les autorités sont impliquées dans l'identification des enseignants (NRC).
- Norme 2 : **Conditions de travail** : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.*
  - Dans le projet Equipes Mobiles, les enseignants et autres personnels travaillaient sur base de contrats clairs et leur rémunération y était précisée (phase 1 : 100\$/mois/école vu le nombre élevé des enseignants non mécanisés ce montant a été revu à 600\$/école, phase 2 : 300\$/mois/école dont une partie est affectée aux AGR) (Alpha-Ujuvi).
  - Durant le projet CRS financé par l'UNICEF, une prime mensuelle était donnée (CEPAC).
  - Les enseignants en situation d'urgence ont droit à leur salaire. NRC, à travers le *Cluster*, assure un plaidoyer pour que leurs émoluments soient transférés dans leur milieu de déplacement. Dans le cadre des interventions d'urgence, les enseignants bénéficient de 3 mois de prime (NRC).

- Norme 3 : **Appui et supervision** : *Des mécanismes d'appui et de supervision pour les enseignants et autres personnels de l'éducation fonctionnent efficacement.*
  - Dans le cadre des projets CRS, l'appui et la supervision étaient assurés par les animateurs et la coordination (CEPAC).
  - Des missions de terrain mensuelles assuraient le suivi des aspects pédagogiques par les agents de l'EPSP et psychosociaux/protection par les agents Alpha-Ujuvi.
  - Les équipes de mise en œuvre appuient les enseignants quotidiennement. Mais les inspecteurs font un suivi pédagogique trimestriellement de manière à assurer aux apprenants un enseignement de qualité (NRC).

## 📖 Politique éducative

- Norme 1 : **Formulation des politiques et des lois** : *Les autorités chargées de l'éducation font de la continuité et du rétablissement d'une éducation de qualité, avec un accès libre et inclusif à la scolarisation, une priorité.*
  - Stratégies et programme du ministère national avec implication à tous les niveaux (CEPAC).
  - L'Etat a le devoir d'assurer la politique de développement de l'éducation. Dans cette tâche il est aidé par les partenaires non gouvernementaux. En République Démocratique du Congo, les institutions religieuses assurent la gestion de l'enseignement à plus de 90%, mais l'Etat reste le garant de la politique de l'éducation car il en détermine les finalités (NRC).
- Norme 2 : **Planification et mise en œuvre** : *Les activités éducatives prennent en compte les politiques, lois, normes et plans internationaux et nationaux pour l'éducation ainsi que les besoins d'apprentissage des populations affectées.*
  - Tous les intervenants à tous les niveaux du secteur de l'éducation et l'UNICEF ont été impliqués dans le travail en synergie (intervenants étatique et ONG humanitaires et de développement) (CEPAC).
  - Les interventions étaient basées sur la politique nationale (formations, manuels) (Alpha-Ujuvi).
  - L'Etat congolais a signé et ratifié les textes juridiques qui instituent les droits de tous les enfants à l'Education et le NRC l'accompagne dans ses efforts à rendre l'Education obligatoire et gratuite pour tous les enfants sans exception (NRC).

## Commentaires

Les normes fondamentales et la plupart des autres normes sont relativement bien prises en compte dans les trois projets.

Les normes minimales les plus mal respectées comprennent :

- **Accès et environnement d'apprentissage – Norme 1 Egalité d'accès** : les statistiques indiquent que 4 millions d'enfants congolais<sup>54</sup> n'ont pas accès à l'éducation primaire. Il est vraisemblable qu'une bonne partie de ces enfants vivent à l'Est de la RDC dans des zones où le conflit récurrent et l'instabilité chronique ont durement touché le secteur de l'éducation tout en l'empêchant de s'adapter à la demande. Beaucoup d'écoles restent difficilement accessibles pour des raisons tant sécuritaires que logistiques et les statistiques restent incertaines.
- **Enseignants et autres personnels de l'éducation – Norme 2 Conditions de travail** : dans les zones instables d'intervention au Nord et au Sud Kivu une proportion importante d'enseignants - 60% d'après le constat des partenaires - ne sont pas rémunérés par les autorités concernées tandis que les enseignants mécanisés sont payés avec retard. Les

<sup>54</sup> EFA Global Monitoring Report 2010

conditions de travail ne sont pas clairement définies, les enseignants ne sont pas rémunérés convenablement et la charge des salaires revient dès lors indûment aux parents. Beaucoup de parents trop pauvres ne sont pas en mesure d'envoyer leurs enfants à l'école. Le système génère de, et entretient, la vulnérabilité.

### **c. Thèmes transversaux**

*Ces thèmes ont-ils été pris en compte/inclus dans votre intervention ? Si oui, comment et quelles leçons tirez-vous de leur inclusion ?*

Certaines des activités reprises par les organisations partenaires qui soit ne faisaient pas partie des trois projets analysés dans ce document ou n'étaient pas à proprement parler devenus des thèmes transversaux mais plutôt simplement des activités supplémentaires n'ont pas été reprises ci-dessous.

#### **1) Atténuation des conflits**

- La réalisation de nos actions dans la plupart des villages ou communautés a permis d'atténuer certains problèmes du milieu. Les écoles construites sont un milieu de cohabitation, d'acceptation mutuelle car les enfants de toutes catégories et des diverses communautés jadis en conflit fréquentent un même établissement scolaire (War Child).
- Tous les élèves du milieu étudient ensemble et en symbiose (CEPAC).
- L'organisation des CRS a contribué à la réduction du nombre d'enfants recrutés dans les groupes armés (CELPA).
- BVES indique que les forces et groupes armés ont été sensibles à la campagne massive de récupération des enfants à risque de recrutement au travers du projet CRS.
- Ce thème est inclus dans la formation psychosociale des enseignants d'AVSI mais ne touche pas les enfants.
- Ajout d'un volet éducation à la paix dans la phase IV d'AVSI au Nord Kivu (Walikale).
- L'organisation de colonies de vacances par AVSI vise à encadrer les enfants pendant les vacances afin d'empêcher entre autre l'enrôlement dans les groupes armés (AVSI phase I).

#### **2) Réduction des risques de catastrophes**

- Le RRMP se veut une réponse aux besoins urgents survenus suite à un mouvement de population (déplacement/retour) causé par le conflit ou par une catastrophe naturelle (document RRMP).

#### **3) Développement de la petite enfance**

- Les trois projets analysés visent les enfants en âge du primaire et les adolescents qui n'y ont pas eu accès.

#### **4) Genre**

- L'aspect genre n'était guère oublié, les intérêts des filles et garçons étaient toujours pris en compte par notre organisation (War Child).
- Il y avait un nombre plus élevé d'élèves filles que garçons. Il y avait des éducatrices femmes (CEPAC).
- Sensibilisation sur la scolarisation des filles par les agents sociaux en collaboration avec les COPA et leaders locaux. Le rapport final d'Alpha-Ujuzi phase II note que 42% des filles ont été maintenues à l'école grâce à la sensibilisation des agents sociaux et des COPA. (Alpha-Ujuzi).
- Dans le RRMP, la dignité et la protection des filles et des garçons sont garantis grâce à la séparation des blocs de latrines par sexe dans les écoles (AVSI et NRC).

#### **5) VIH et Sida**

- Des séances de sensibilisation dans toutes les écoles/classes ont été menées (CEPAC).
- Par les services des agents sociaux et au travers des pairs éducateurs (Alpha-Ujuvi).

## 6) Droits de l'homme

- Les droits de l'homme étaient dispensés aux apprenants inscrits dans les centres de rattrapage scolaires. Les enfants qui étaient exclus du système éducatif ont recouvré leur droit à l'éducation par l'organisation des CRS (CELPA).
- Sensibilisation aux droits des enfants, particulièrement le droit d'aller à l'école (tous les partenaires).
- *Le milieu où nous œuvrons est celui qui enregistre une forte violation des Droits Humains, viol des femmes et jeunes filles, arrestation arbitraire, extorsion etc., une campagne de conscientisation a toujours été menée auprès des communautés pour qu'elle puisse dénoncer tous ces genres d'abus dont le public est victime (War Child)*

## 7) Education inclusive

- L'organisation des CRS a permis aux enfants exclus du système éducatif, filles et garçons, sans discrimination, de terminer leur formation d'études primaires (CELPA).

## 8) Liens intersectoriels

- Le PAM a soutenu 90% des écoles appuyées par Alpha-Ujuvi en cantine scolaire durant la première phase du projet.
- Il n'y a pas assez de véritables liens intersectoriels (AVSI).
- Les interventions du NRC ont toujours noué des liens avec les autres secteurs. Pour qu'une école soit déclarée «école amie de l'enfant» il faut que plusieurs conditions soient remplies : latrines séparées et marquées pour garçons et filles, portes que l'on peut verrouiller de l'intérieur, point(s) d'eau. Notons que dans les écoles où NRC intervient les enfants bénéficient du programme de l'alimentation scolaire en partenariat avec le PAM (NRC).

## 9) Protection

- Sur le trajet routier et à l'école par les agents sociaux, les *leaders* locaux (Alpha-Ujuvi).
- Création des comités de protection dans 4 écoles pilotes (AVSI phase IV).
- Les enseignants bénéficient d'une session sur «La Convention Relative aux Droits de l'Enfant» (NRC).
- NRC et AVSI tentent de créer un environnement ami des enfants mais ces efforts sont récents et mettront du temps à montrer leurs effets.

## 10) Appui psychosocial

- La formation psychosociale des enseignants est une activité de base de l'intervention d'AVSI.
- Les enseignants reçoivent la formation en « Appui psychosocial » (NRC).

## 11) Jeunesse et adolescents

- L'âge des apprenants dans les CRS variait entre 9 et 17 ans. Jeunes et adolescents étaient donc pris en compte indistinctement dans l'intervention (CELPA).
- Les jeunes et adolescents sont sensibilisés sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et VIH/SIDA et le danger de recrutement dans les groupes et forces armées (NRC).

Les animations spécifiques de BVES associaient les thèmes suivants : Education, Protection/Droit de l'enfant, Santé/Prévention VIH et SIDA, Pacification, Développement communautaire, Protection de l'environnement. Ces animations ont été très intéressantes pour les enfants et leurs communautés. BVES souligne que : *l'enseignement de ces thèmes a eu des résultats extraordinaires sur la conduite et l'application des apprenants (taux de réussite à plus de 90% et à plus de 60% au TENAFEP<sup>55</sup>), leur santé, leur comportement psycho-social et leur assiduité. Le taux d'abandon a été insignifiant et les familles ont été intéressées au type d'éducation qui enseignait les compétences pour la vie utiles pour les familles et la communauté! Le recrutement des enfants par les forces et groupes armés a été réduit de 30 enfants par semestre avant le début de l'intervention à 0 enfants enregistrés dans les zones d'intervention!*

Les thèmes - Atténuation des conflits, Réduction des risques de catastrophes, Développement de la petite enfance, Genre, VIH et Sida, Droits de l'homme, Education inclusive - ont toujours été pris en compte dans les interventions du NRC. Les enseignants sont formés en Education à la paix et à la réconciliation, les interventions tiennent compte de la conservation de l'environnement, de la psychologie de l'enfant et de ses droits, de la prise en charge psychosociale et des droits de l'homme. Les parents et les jeunes sont généralement sensibilisés sur ces thèmes. Mais les interventions n'ont pas pu intégrer la catégorie des handicapés mentaux qui exige des mesures spéciales d'encadrement (NRC).

Le suivi et l'évaluation réguliers du projet RRMP prennent en compte les thèmes transversaux (protection et genre).

Pour AVSI, il n'est pas facile ou réaliste de réellement prendre en compte tous ces thèmes et il est sans doute plus efficace de se concentrer sur un nombre limité de ceux-ci.

La Stratégie de l'EPSP inclut les thèmes transversaux : *Le Ministère veillera à l'intégration systématique de programmes thématiques transversaux (tels que VIH & SIDA, Genre, Environnement, etc.) dans le programme national.*<sup>56</sup>

#### **d. Leçons apprises et bonnes pratiques**

*Qu'est-ce qui vous paraît être les leçons clés de votre intervention ?*

- L'importance d'un travail en synergie avec d'autres organisations et de la sensibilisation et de l'implication des communautés de base dans une action d'éducation d'urgence (CELPA)
- Les éducateurs des CRS ont été positifs pour la récupération et la réintégration des enfants exclus du système scolaire (CELPA).
- La récupération scolaire communautaire des enfants affectés par les conflits armés a été massive, effective et fructueuse. Elle a eu un impact sur l'accès des filles à l'éducation et la prévention des recrutements, des abus et de la maltraitance des enfants (BVES).
- Dans la situation d'urgence, le travail de collaboration permet la réussite de l'action (EPSP, communauté, différents *clusters*, écoles) (Alpha-Ujuvi).
- Le secteur d'éducation est fragilisé, ce qui nécessite des stratégies appropriées et des moyens adéquats (Alpha-Ujuvi).
- Le développement des AGR est une stratégie efficace de pérennisation de projets d'éducation d'urgence (Alpha-Ujuvi).

---

<sup>55</sup> Pour le projet BVES seulement, à ne pas confondre avec la moyenne des 5 partenaires.

<sup>56</sup> Stratégie de développement de l'enseignement, primaire, secondaire et professionnel (2010/11 – 2015/16), EPSP, Mars 2010, p. 42



- Dans une situation d'urgence : la prise en compte des aspects psychosociaux permet une orientation, un accompagnement et une aide aux enseignants qui ne peuvent pas assumer les aspects pédagogiques et psychosociaux (Alpha-Ujuvi).
- Assurer la formation continue du staff mais aussi des superviseurs du projet (AVSI)
- Motiver le staff national et leur faire comprendre l'importance de l'intervention pour le futur de leur pays (AVSI)
- Se déployer et mettre en place les activités rapidement (AVSI)
- Aller là où il y a des besoins et où aucune autre organisation ne travaille (AVSI)
- Développer de bonnes relations avec l'EPSP aide à la mise en place du projet (AVSI).
- L'intervention a constamment interpellé le Gouvernement au respect du droit à la gratuité des enfants à l'éducation .Elle a aussi sensibilisé les familles et les communautés quant à leur responsabilité (BVES).

Avez-vous identifié des bonnes pratiques dignes d'être répliquées ?

- Les CRS qui ont offert des solutions locales à des besoins locaux (CEPAC)
- L'utilisation des enseignants des écoles formelles dans l'enseignement de rattrapage scolaire (CELPA)
- La réintégration des enfants exclus du système scolaire dans les écoles formelles au travers des CRS (CELPA)
- Le travail en synergie entre intervenants dans le domaine de l'éducation d'urgence comme démontré dans le projet CRS (CELPA)
- Le travail en synergie entre intervenants (différents *clusters* ou groupes de travail, école, communauté et EPSP) (Alpha-Ujuvi)
- Une pratique d'intervention holistique (suivi pédagogique, psychologique, culturel, sanitaire) (Alpha-Ujuvi)
- Les évaluations préliminaires avec la communauté qui permettent d'identifier les vrais besoins en éducation (Alpha-Ujuvi)
- Les AGR gérées par les COPA qui permettent l'appropriation des interventions éducatives par la communauté (Alpha-Ujuvi)
- Le partage d'expérience entre le projet au Nord Kivu et celui au Sud (AVSI)
- Des équipes mobiles qui le restent durant toute la durée de l'intervention et qui sont en mesure d'assurer un suivi régulier et rigoureux (AVSI)
- Un projet qui fait le lien entre l'éducation et la protection en créant les conditions des espaces (écoles ou centres) amis des enfants (AVSI)
- L'approche *voucher* éducation au travers des foires *NFI* (AVSI)
- La planification préalable de l'intervention basée sur la participation communautaire, la coordination à tous les niveaux, le soutien financier de l'UNICEF, l'évaluation participative au niveau de l'intervention et au sein du *Cluster*, l'inclusion des thèmes transversaux, la formation du personnel, la participation des structures étatiques, les liens avec d'autres secteurs et le suivi pendant et après l'intervention surtout des enfants de niveau 3 (dernier niveau des CRS) et des centres de rattrapage scolaire après appui UNICEF (BVES)

### Commentaires

- La majorité des organisations partenaires sont financées par d'autres bailleurs que l'UNICEF et mettent en place d'autres activités qui viennent compléter les projets analysés dans ce document. Dans certains cas, il se crée une synergie salutaire entre projets et il est parfois difficile de distinguer les activités d'un projet de celles d'un autre.
- Le questionnaire a permis d'identifier les différentes composantes de l'intervention, les thèmes transversaux pris en compte et les normes appliquées.
- L'analyse des réponses a pu mettre en avant les points forts et faibles de l'intervention tout en identifiant des pratiques dignes d'être encouragées et répliquées.
- Les partenaires devraient maintenant utiliser le Manuel et le questionnaire pour améliorer la pertinence et la qualité de leurs projets en cours ou à venir en promouvant les points forts et en remédiant aux points faibles.

Coordination du secteur éducation

Evaluation initiale

Planifier l'intervention éducative

Ressources humaines et financières

Fournitures et logistique

Espaces temporaires d'apprentissage

## Composantes techniques

<=Thèmes transversaux=>

<=Atténuation des conflits=>

<=Réduction des risques de catastrophes=>

<=Développement de la petite enfance=>

<=Genre=>

<=VIH et Sida=>

<=Droits de l'homme=>

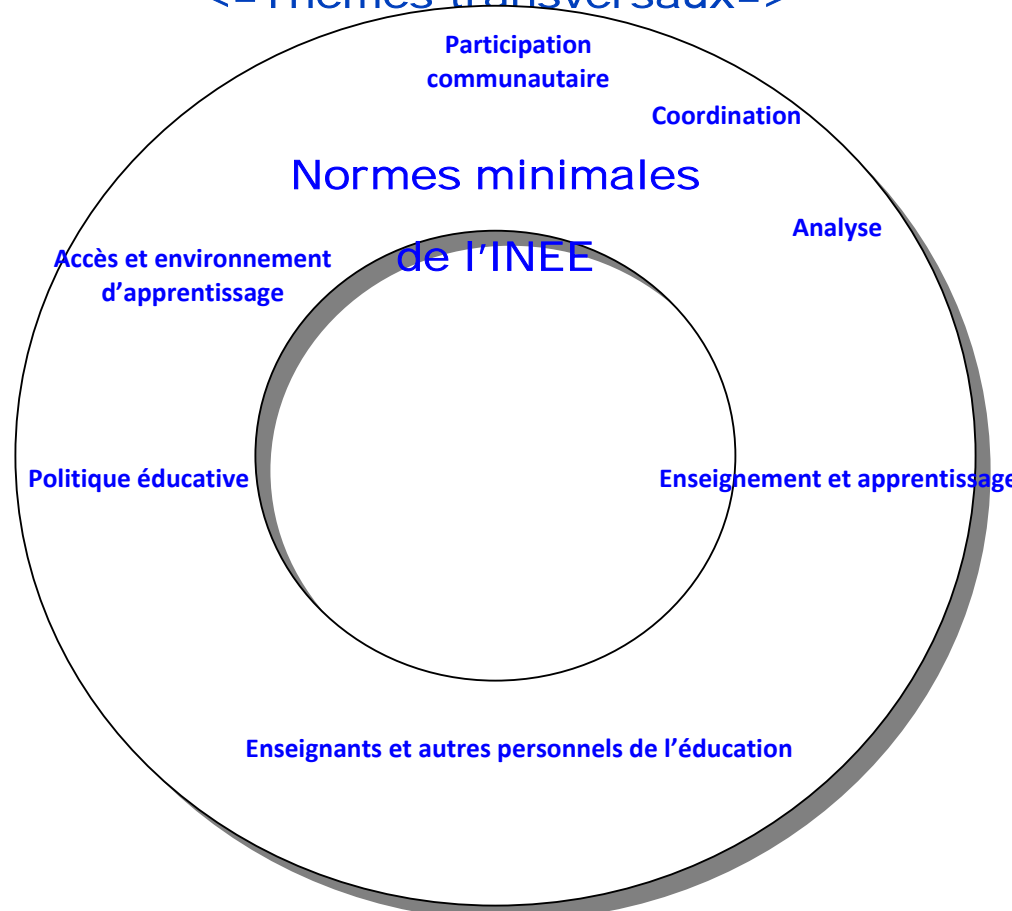
<=Education inclusive=>

<=Liens intersectoriels=>

<=Protection=>

<=Appui psychosocial=>

<=Jeunesse et adolescents=>



Appui psychosocial

Programme scolaire: adapter ce qui est enseigné

Choix et formation d'enseignants et de personnel d'éducation

Réhabilitation et construction des écoles

Reprise de l'éducation normale

Suivi et évaluation

## ANNEXE II – Tableau récapitulatif

Tableau récapitulatif des partenaires et des activités des projets Equipes Mobiles (EM) et Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP)

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>57</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles</b> <b>AVSI I</b>	Ruthuru	Projet mis en place à la demande de l'UNICEF après la crise des déplacés à Goma  Rutshuru est identifié comme zone prioritaire	Oct. 07 – Sept. 08  Avenant pour arriver à Septembre 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation de 30 inspecteurs (Psycho.)</li> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP, GC, Psycho.)</li> <li>▪ Activités expressives</li> <li>▪ Cours de récupération</li> <li>▪ Colonies de vacances</li> <li>▪ Appui structurel (construction, rénovation et équipement)</li> <li>▪ Construction de salles d'urgence dans les écoles de déplacés</li> <li>▪ Organisation des cantines scolaires</li> </ul>	<p><u>Formation</u></p> <p>30 inspecteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <u>Directs</u> : 275 enseignants (172 autochtones + 103 déplacés ou 37.4%) dans 23 écoles</li> <li>▪ <u>Indirects</u> : 12.771 élèves (7.033 autochtones + 5.738 déplacés ou 44.9%)</li> </ul> <p><u>Cours de récupération</u></p> <p>7.452 élèves dans 18 écoles = 2.119 autochtones (911F + 1.208G) + 5.333 déplacés (2.197F + 3.136G) encadrés par 191 enseignants</p> <p><u>Colonies de vacances</u></p> <p>6.621 élèves dans 13 écoles = 5.026 (2.730G + 2.296F) autochtones et 1.595</p>	226,381 USD + Avenant 216,891 USD	4 formateurs  1 Monitoring Off.  + 1 expatrié + staff de soutien	Un projet relativement complet mais où manquait la composante protection.  Les enfants étaient peu impliqués.	Adaptation et utilisation du module psychosocial élaboré en Ouganda

<sup>57</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

					(893G + 702F déplacés) encadrés par 151 enseignants  <u>Appui structurel</u> dans 23 écoles				
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>58</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles AVSI II</b>	Kitshanga, Kilolirwe et Nyanzale  Rutshuru (Nord Kivu) et Kalehe (Sud Kivu) pour les cours de récupération	Autochtones  Déplacés  Le projet se déplace vers de nouvelles zones de conflit pour répondre aux besoins y compris au Sud Kivu.  Le responsable du monitoring est tué lors d'une mission à Rutshuru alors que la zone est difficilement accessible.	Oct. 08 – Sept. 09	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ciblage des écoles</li> <li>▪ Evaluation des besoins des écoles ciblées</li> <li>▪ Formation des inspecteurs</li> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP, GC, psychosociale)</li> <li>▪ Activités expressives</li> <li>▪ Formation de COPA</li> <li>▪ Contribution des frais d'urgence</li> <li>▪ Cours de récupération</li> <li>▪ Organisation des cantines scolaires</li> </ul>	<u>Formation</u>  14 inspecteur résidents et 4 inspecteurs COPA formés sur le module psychosocial  <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <u>Directs</u> : 272 enseignants = 170 autochtones (148 H + 22F) + 102 déplacés (88 H + 14 F) ou 37.5% dans 30 écoles</li> <li>▪ <u>Indirects</u> : 12.416 élèves = 6.467 (3.748 G + 2.719 F) autochtones et 5.949 (3.415 G + 2.534 F) déplacés ou 47.9%</li> </ul> <u>COPA</u>  223 membres (170 H + 53 F) dans 34 écoles qui ont à leur tour sensibilisé 1.290 parents (62.7% F)  <u>Frais d'urgence</u>  12.330 élèves (dont	249.980 USD  111.241 USD (extension)	Même staff qu'au Nord met en place les cours de récupération au Sud.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ciblage</li> <li>▪ Activités expressives</li> <li>▪ Formation de COPA</li> <li>▪ Plus de colonies de vacances</li> <li>▪ Le projet comprend des cours de récup. au Sud Kivu</li> <li>▪ Collaboration avec Caritas pour les cantines</li> </ul>	<p>Souplesse pour bouger et agir là où sont les besoins</p> <p>Organisation d'un atelier avec Alpha-Ujuvi pour comprendre leur intervention mais pas de réel échange de bonnes pratiques</p>

<sup>58</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

					<p>44.7% filles et 47.4% déplacés) dans 30 écoles. Taux d'abandon scolaire diminué du 13.8% au 2.1%</p> <p><u>Cours de récupération</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <u>Rutshuru au Nord Kivu</u></li> </ul> <p>10.057 élèves dans 18 écoles = 6.474 (3.269 G + 3.205 F) autochtones + 3.583 (1.922 G + 1.661 F) ou 35.6% déplacés encadrés par 234 enseignants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <u>Kalehe au Sud Kivu</u></li> </ul> <p>2.546 élèves encadrés par 60 enseignants</p>			
--	--	--	--	--	---	--	--	--

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>59</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles AVSI III</b>	Pinga	Déplacés Autochtones  Contexte difficile et inaccessible	1 Oct 2009 – 31 March 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ciblage des écoles en collaboration avec PEAR/RRM/EPSP/UNICEF</li> <li>▪ Formation enseignants (PNEP, GC, Psychosocial)</li> <li>▪ Formation des inspecteurs EPSP</li> <li>▪ Formation COPA</li> <li>▪ Activités expressives</li> <li>▪ Sensibilisation des parents</li> <li>▪ Revitalisation des unités pédagogiques</li> <li>▪ Distribution de kits pour améliorer l'apprentissage</li> </ul>	<p><u>Formation</u></p> <p>3 inspecteurs itinérants formés sur module psychosocial</p> <p>206 enseignants (37 femmes, 59.2% déplacés) dans 25 écoles (15 déplacées)</p> <p><u>COPA</u></p> <p>150 membres (29 F) et restitution aux assemblées générales (90 parents par école en moyenne)</p> <p><u>Sensibilisation des parents</u></p> <p>2.272 parents (973 F)</p> <p><u>Frais d'urgence</u></p> <p>5.139 élèves bénéficient de 36.8% réduction de la prime pour le 2<sup>ème</sup> trimestre</p>	199,642 USD	4 formateurs  1 Monitoring Off + 1 expatrié + staff de soutien	<p>Le projet perd beaucoup de ses composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ colonies de vacances ;</li> <li>▪ constructions ;</li> <li>▪ cours de récupération.</li> </ul>	

<sup>59</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

					Indirects : 5.139 élèves (57% déplacés, 46.2%F)				
--	--	--	--	--	---	--	--	--	--



Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>60</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles AVSI IV</b>	Walikale, Masisi, Sud-Lubero		Janvier – Août 2010 ( <i>Pooled Fund</i> )  Mai – Décembre 2010 (UNICEF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation des enseignants</li> <li>▪ Formation de COPA</li> <li>▪ Distribution de kits pour améliorer (Kit école + Kit Enfants + Enseignants) l'apprentissage</li> <li>▪ Paiement des frais du Test de Fin d'Études Primaires (TENAFEP)</li> <li>▪ Cours de récupération</li> <li>▪ Colonies de vacances</li> <li>▪ Construction de 2 salles de classes et 2 portes de latrines (UNICEF)</li> <li>▪ Construction de salles de classes et portes de latrines (<i>Pooled Fund</i>)</li> <li>▪ Construction 2 CRS (6 salles + Latrines)</li> <li>▪ Activités de protection des enfants</li> </ul>	<p><u>Formation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 262 (51 F + 211 H) enseignants formés au module psychosocial dans 27 écoles</li> <li>▪ 147 enseignants formés à l'éducation à la paix dans 20 écoles</li> </ul> <p><u>Activités expressives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 800 élèves (320 F + 480 G)</li> </ul> <p><u>COPA</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 180 membres (54 F + 126 H)</li> </ul> <p><u>Centres de Rattrapage Scolaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2.200 élèves (789 F + 1.411 G)</li> </ul> <p><u>Distribution de matériel didactique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2.000 élèves</li> </ul> <p><u>TENAFEP</u></p>	295.000 USD ( <i>Pooled Fund</i> )  335.256 USD (UNICEF)	4 formateurs  1 Monitoring Off + 1 expatrié + staff de soutien + 4 responsables protection/écoles amies des enfants + Responsable Constructions	<p>Identification de 8 écoles bénéficiaires en cours de projet</p> <p>Comités de protection</p> <p>Paiement frais TENAFEP</p> <p>Distribution de matériel didactique</p> <p>Construction de CRS (en collaboration avec Min. Affaires Sociales)</p> <p>Revitalisation des cellules pédagogiques</p> <p>Retour des composantes : colonies de vacances, cours de récupération</p>	<p>Tire les leçons du passé</p> <p>Utilise les MSE</p> <p>Ajout d'une importante composante protection</p> <p>Co-financement pour mettre en place des projets plus complets et pertinents</p>

<sup>60</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

					<p>1.512 élèves de 6<sup>ème</sup> (604 F + 908 G) dans 46 écoles</p> <p><u>Ecoles supplémentaires</u></p> <p>56 enseignants formés en psychosocial dans 8 écoles</p> <p><u>Sensibilisation des parents</u></p> <p>570 parents</p> <p><u>Comités de protection</u></p> <p>40 membres dans 4 écoles pilotes</p> <p><u>Indirects</u> : 10.300 enfants (4.120 F + 6.180 G)</p>				
--	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>61</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles Alpha-Ujuvi I</b>	Rutshuru, Mugunga (Goma) et Minova (Masisi)	Déplacés Retournés	Oct. 07 – Juin 08	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP, GC)</li> <li>▪ Sensibilisation des parents au travers des <i>leaders</i> locaux</li> <li>▪ Distribution de manuels scolaires</li> <li>▪ Distribution de kits scolaires</li> <li>▪ Distribution de pupitres</li> <li>▪ Distribution frais d'urgence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 24 écoles (19 + 5)</li> <li>▪ Formation de 241 enseignants</li> <li>▪ 4.040 enfants reçoivent des kits récréatifs</li> <li>▪ 297 enseignants reçoivent des kits</li> <li>▪ 1,040 enfants (747 autochtones + 293 déplacés) ont présenté le TENAFEP (Test National de Fin d'Etudes Primaires)</li> <li>▪ 20.802 enfants dont 6.791 enfants IDPS et 14.011 enfants autochtones sont dispensés de frais scolaires</li> <li>▪ 16.601 enfants dont 5.182 enfants IDPS et 11.419 enfants autochtones réussissent leur année scolaire</li> </ul>	102.000 USD		<p>600 USD par école pour paiement frais d'urgence</p> <p>5 écoles ajoutées en cours de projet</p> <p>Distribution de kits aux élèves déplacés</p>	

<sup>61</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>62</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>Equipes Mobiles Alpha-Ujuvi II</b>	Nyiragongo Masisi	Retournés	Octobre 2008 Juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ciblage</li> <li>▪ Restructuration des COPA</li> <li>▪ Identification des besoins de formation des enseignants</li> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP + GC)</li> <li>▪ Formation membres COPA</li> <li>▪ Organisation 2 réunions communautaires pour définir les modalités de contribution des parents aux frais scolaires</li> <li>▪ Séances de vulgarisation sur la protection des enfants et la sensibilisation sur l'importance de l'éducation</li> <li>▪ Ecoute active/<i>counselling</i> psychosocial par agents sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 35 écoles</li> <li>▪ 70 agents sociaux et 35 superviseurs formés</li> <li>▪ 390 enseignants (327 H + 63 F) formés</li> <li>▪ 245 membres des COPA formés</li> <li>▪ 17.000 enfants terminent l'année scolaire (42% de filles)</li> <li>▪ 35 comités assurent le suivi des AGR</li> </ul>	148.000 USD		300 USD par école pour paiement frais d'urgence et lancement des AGR	AGR

<sup>62</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports finaux des partenaires

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>63</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
<b>RRMP Sud Kivu AVSI</b>	Dans toute la province suivant les besoins	Baraka-Fizi (déplacés + retournés)  Kalehe – Bunyakiri (déplacés + retournés)  Kamituga – kitutu, territoire Mwenga, (retournés)  Shabunda (déplacés)	1 février 2010 - 31 janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation inspecteurs</li> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP, GC, Psycho.)</li> <li>▪ Formation COPA</li> <li>▪ Activités expressives</li> <li>▪ Cours de récupération</li> <li>▪ Organisation des cantines scolaires</li> <li>▪ Appui structurel (construction, rénovation et équipement)</li> <li>▪ Construction de salles d'urgence dans les écoles de déplacés</li> <li>▪ Distribution KIT UNICEF (élèves + Enseignants)</li> <li>▪ Distribution Kits scolaires</li> <li>▪ <i>School Voucher</i> (dans la foire NFI)</li> <li>▪ Paiement TENAFEP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation 23 inspecteurs</li> <li>▪ Formation des enseignants (PNEP, GC, Psycho.) 244 H + 22 F = 266 dans 58 écoles</li> <li>▪ Formation COPA (31 F + 129 H = 160)</li> <li>▪ Formation Staff AVSI + autres 12 F + 37 H = 49</li> <li>▪ Activités expressives,</li> <li>▪ Cours de récupération 1742 F + 1929 G = 3671</li> <li>▪ Organisation des cantines scolaires (2057 F + 2185 G = 4242 + 130 enseignants + 55 cuisiniers)</li> <li>▪ Appui structurel (construction, rénovation et équipement) : 31 salles de classes + latrines et équipements dans 5 écoles</li> <li>▪ Construction de salles d'urgence dans les écoles de déplacés 72 salles de classes +</li> </ul>	UNICEF 2,643,907 USD (multi secteurs)  Volet Education = 576,113 USD	4 formateurs  1 Monitoring Off + 1 expatrié + 3 responsables construction + staff de soutien + autre staff	Le volet éducation du RRMP bénéficie de l'expérience du passé acquise dans le cadre du projet Equipes Mobiles  Nouvelle composante innovatrice : <i>Voucher Education</i>  Le projet gagne en mobilité et rapidité : intervention à Baraka 3 semaines après le déplacement	Rester souple et adapter la réponse ex. le <i>voucher éducation</i>  Se mettre à l'écoute des communautés bénéficiaires  Collaboration avec EPSP et échange d'informations

<sup>63</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports intermédiaires des partenaires

					<p>latrines dans 10 écoles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Distribution Kit UNICEF (élèves + Enseignants) 5.836 F + 6.610 G = 12.446</li> <li>▪ Distribution Kit écoles AVSI + Kit Hygiène AVSI + Kit Récréatif UNICEF et Kit Ecole UNICEF</li> <li>▪ <i>School Voucher</i> (dans la foire <i>NFI</i>) 507 enfants des 4, 5, 6<sup>ème</sup> années sur 1.524 enfants identifiés</li> <li>▪ Paiement TENAFEP 155 F + 209 G = 364</li> </ul>				
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Partenaire et Phase	Axe d'intervention	Contexte	Période	Activités	Bénéficiaires <sup>64</sup>	Montant (USD)	Staff	Evolution/ Innovation	Bonnes pratiques
RRMP Nord Kivu NRC	Milieus affectés par les conflits armés dans la province du Nord Kivu	Déplacement Retour Mixte	Février 2010 à Janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appui à la scolarisation d'enfants déscolarisés à travers des formations d'enseignants, sensibilisation des parents et communautés, distribution des fournitures scolaires, réhabilitation/construction des infrastructures scolaires, etc...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 115 écoles</li> <li>▪ 34.000 élèves bénéficient des kits scolaires</li> <li>▪ 680 enseignants bénéficient des kits enseignants</li> <li>▪ 1.350 enseignants formés en différents modules</li> <li>▪ 6.800 enfants ont accès à l'éducation et sont appuyés en frais scolaires pour 3 mois</li> <li>▪ 27.200 enfants ne paient pas les frais scolaire pour 3 mois car leurs enseignants reçoivent une prime pendant ces 3 mois.</li> <li>▪ 9.800 enfants bénéficient des cours de récupération scolaire</li> <li>▪ 3.000 enfants ont accès à l'école grâce au « <i>school voucher</i> »</li> <li>▪ 600 membres de Comités des Parents formés</li> </ul>	601.757 USD			

<sup>64</sup> Etabli sur base des données disponibles dans les rapports intermédiaires des partenaires

					<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 800 adolescents sensibilisés sur le VIH</li> <li>▪ Construction de salles d'urgence dans 20 écoles</li> </ul>				
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Commentaires

Le tableau aide à identifier les points suivants :

- Les phases du projet Equipes Mobiles bougent d'une zone à l'autre pour suivre les besoins nés des déplacements. Au cours du temps, la situation humanitaire se complique avec une explosion des besoins, des types de bénéficiaires (déplacés, retournés mais aussi autochtones) et des vulnérabilités.
- Les partenaires apprennent la mobilité et augmentent leur rapidité d'intervention tout en mesurant le défi du suivi dans ces conditions de travail.
- Le projet couvre des bénéficiaires supplémentaires au fil des phases (ex. COPA) mais les partenaires doivent néanmoins abandonner des composantes prometteuses des projets faute de financement (ex. colonies de vacances entre AVSI I et II).
- Les partenaires progressent d'une phase à l'autre en tirant les leçons du passé et en remédiant aux problèmes dans la mesure des fonds disponibles.
- Le RRMP reprend beaucoup des composantes et des points forts des Equipes Mobiles. Le projet est beaucoup plus complet et ambitieux. Il combine les volets *hard* et *soft*. Il innove au travers du *school voucher*.
- Au fil des années les partenaires tentent de combiner éducation et protection dans une démarche inspirée des écoles amies des enfants.